UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 00284386 0

Cahiers de la quinzaine
sér.1, no 12

AP
20
C15
sér.1
no 12

FRIT.
G

DOUZIÈME ET DERNIER CAHIER DE LA PREMIÈRE SÉRIE

Cahiers de la Quinzaine

139811
4.10.16

PARAISSANT PENDANT L'ANNÉE SCOLAIRE

PARIS

16, rue de la Sorbonne, au second

Nous publions à l'intérieur de ces cahiers tous les renseignements que l'on peut nous demander sur leur institution et sur l'ensemble de leur administration.

Nous publions sur la couverture tous les renseignements que l'on peut nous demander sur le détail de l'administration.

Ces cahiers sont édités par des souscriptions mensuelles régulières et par des souscriptions extraordinaires; la souscription ne confère aucune autorité sur la rédaction ni sur l'administration : ces fonctions demeurent libres.

Nous servons :

des abonnements de souscription à cent francs;
des abonnements orainaires à vingt francs;
des abonnements de propagande à huit francs,
et des abonnements gratuits.

Nous faisons des services.

Il va sans dire qu'il n'y a pas une seule différence de service entre ces différents abonnements.

Le prix de nos abonnements ordinaires est à peu près égal au prix de revient; le prix de nos abonnements de propagande est donc très sensiblement inférieur au prix de revient.

Nous servons dès à présent plus de huit cents abonnements gratuits à plus de huit cents destinataires, pour la plupart instituteurs, destinataires dont les noms et adresses nous ont été donnés soit par nos correspondants, soit par les « Journaux pour tous », œuvre à laquelle collaborent déjà la plupart de nos abonnés.

Nos abonnés peuvent nous aider :

en souscrivant des souscriptions mensuelles régulières et des souscriptions extraordinaires;

en abonnant leurs amis et toutes personnes à qui ces cahiers conviendraient;

AP 20 C15 Ser. 1 no 2

DEUXIÈME SÉRIE DU PROVINCIAL

Si je voulais comme on le fait communément lancer la deuxième série de ces cahiers, je commencerais par annoncer *que j'ai pris l'interview la plus considérable du monde,* — et cela serait vrai, puisque j'ai en mains la sténographie du congrès socialiste international récemment tenu à Paris, puisque je suis le seul éditeur, officiel ou non, qui ait en mains et puisse et veuille donner cette sténographie. Mais pas plus que l'année dernière nous ne parlerons cette année un langage nouveau.

La deuxième série de ces cahiers comportera vingt cahiers sans doute, espacés à peu près de quinzaine en quinzaine au long de cette année scolaire. De plus en plus, et très opportunément, l'année scolaire devient l'année ouvrière, au moins pour le travail intellectuel. Comme il convient nous travaillerons à nos cahiers pendant que la plupart de nos abonnés travailleront de leurs métiers. Puis dans le temps que nos abonnés se reposeront de leur travail nous nous reposerons de ce travail aussi. Le premier cahier de la deuxième série passera sans doute une quinzaine après ce douzième et dernier cahier de la première série. Le vingtième et dernier cahier de la deuxième série passera sans doute en fin juin, non seulement avant le commencement des vacances, mais avant le commencement des examens et des concours, parce que les examens et les concours

139811
4/10/10

douzième et dernier cahier de la première série sont aussi, en un sens, une vacance du travail sérieux. Pour situer vingt cahiers en huit mois, de novembre à juin, nous aurons même à les serrer un peu. — Ces cahiers auront de quatre-vingts à cent vingt pages.

Dans ces cahiers nous continuerons à dire entièrement la vérité.

Nous dirons entièrement vrai. Nous continuerons à donner des documents et des renseignements impartialement choisis de ce que nous aurons vu et de ce que nous saurons qui intéresse la révolution sociale au sens où nous la préparons quand nous préparons la naissance et la vie de la cité harmonieuse. Les hommes et surtout les événements ont d'eux-mêmes à peu près déterminé une période écoulée de l'action socialiste en France, — incluse du premier congrès national au deuxième. La *Société nouvelle de librairie et d'édition*, 17, rue Cujas, Paris, nous a donné le compte rendu sténographique officiel de ce premier congrès. La même *Société* nous prépare et va nous donner le compte rendu sténographique officiel de ce deuxième congrès. Mais les congrès ne sont que les manifestations cérémonielles de mouvements profonds et durables. Et s'il est indispensable de garder les traces des manifestations, il n'est pas moins indispensable que les mouvements profonds et durables soient conservés pour l'historien. Sous ce titre courant : *du premier congrès au deuxième* ces cahiers publieront, les documents et les renseignements que nous pensons que l'historien doit avoir de l'action socialiste incluse entre les deux premiers congrès nationaux. Nous ferons en particulier tout ce que nous pourrons pour publier en cahiers les

comptes rendus des séances tenues par le singulier *comité général* que nos lecteurs n'ont pas oublié.

Cependant que nous réunirons et que nous publierons les documents et les renseignements que nous pensons que l'historien doit avoir de la précédente période, la présente période marchera. Et ici nous serions fort embarrassés, forcés que nous serions de vivre à la fois dans deux périodes, comme historien de la précédente et comme citoyen de la contemporaine, si dès le commencement de l'année dernière Hubert Lagardelle n'avait fondé *le Mouvement Socialiste* à seule fin de produire au lecteur les renseignements qu'il peut demander sur l'action socialiste pendant qu'elle se fait, pendant qu'elle se meut. Laissant donc à nos camarades et à nos amis le soin de produire au mieux ces renseignements d'action pour ainsi dire contemporains, nous serons d'autant plus libres pour publier nos documents et nos renseignements d'histoire sur l'action faite un peu après qu'elle est faite.

Quand nous aurons publié les documents et les renseignements qui nous conduiront par les voies de l'histoire du premier congrès au deuxième, alors, mais alors seulement, à son heure historique et seulement à cette heure, sans souci de la réclame et sans aucun zèle de la concurrence, nous publierons ce *compte rendu sténographique du congrès socialiste international* que seuls nous avons, que seuls nous pouvons publier. Il m'est particulièrement pénible de le déclarer, mais il est indispensable que je le déclare : tout compte rendu analytique ou synthétique, officiel ou officieux, quand même un nouveau comité général, et quand même un nouveau congrès l'investirait et le sanction-

nerait, — aucun nouveau compte rendu ne peut fournir du congrès international un texte historique. Si puissants que soient les comités et les congrès ils ne peuvent pas décréter ou voter qu'un texte fabriqué sera désormais le texte historique. Cette impuissance leur est commune avec les conseils de guerre. Et de même que nous aurons fait le pont du premier congrès national au deuxième, ainsi nous ferons un plan d'accès au congrès international. Sous ce titre courant : *la préparation du congrès international,* nous publierons en introduction le recensement des documents préparatoires, depuis le congrès de Londres.

Quand le printemps sera venu, il est probable que les organisations socialistes nationalement constituées et les fédérations départementales et régionales tiendront leur troisième congrès. Que ce congrès soit, comme l'espèrent Jaurès et plusieurs citoyens, un congrès constituant, ou qu'il soit, comme les deux premiers, un congrès parlementaire, il marquera sans doute la fin d'une période encore dans l'histoire de l'action socialiste. Sous ce titre courant : *du deuxième congrès au troisième* ces cahiers publieront aussitôt après les documents et les renseignements de la période ainsi déterminée. En particulier, de même que nous avons publié les réponses données par les militants socialistes à *la consultation internationale* ouverte à *la Petite République* sur l'affaire Dreyfus et le cas Millerand, ainsi nous publierons les réponses utilement sérieuses données par les militants socialistes à *la consultation nationale* ouverte aux Congrès sur les meilleurs moyens de constituer le parti socialiste français.

Enfin sous ce titre *le ministère de Millerand* nous pu-

blierons autant que nous le pourrons le recensement textuel des arrêtés ministériels signés, des décrets présidentiels contresignés, et des lois votées dans les questions ouvrières par M. Millerand ou sur sa proposition ou avec sa collaboration.

Nous nous réservons de publier tous documents et renseignements qu'il y aurait lieu sur les sujets particuliers qui n'entreraient pas en ces grandes rubriques.

Des commentaires distincts et libres accompagneront cette année encore nos documents et nos renseignements.

Parmi les documents contemporains, c'est-à-dire parmi ceux de la période où nous paraissons, nous ne publierons que ceux qui sont à la fois d'un usage évidemment immédiat et utiles à conserver. En particulier nous continuerons impartialement à publier tous les renseignements que l'on nous demandera sur les formes accessibles d'action bonne évidemment, que ces formes soient officiellement ou ne soient pas classées parmi les formes reconnues de l'action socialiste.

Par un arrangement nouveau et pour faciliter le travail de nos abonnés, toutes les fois que les documents et les renseignements formeront corps, au lieu de les éparpiller en plusieurs cahiers, nous les laisserons d'ensemble, et au besoin nous les garderons isolés de toute contamination. Et alors le cahier sera pour le travail un recueil et un véritable volume indépendant. Et il ne sera plus en ce sens un cahier que pour l'administration. Nous pouvons par exemple espérer que nous

aurons un cahier qui sera tout entier de la consultation nationale, des cahiers qui seront tout entiers du congrès socialiste international.

Pareillement toutes les fois que des collaborateurs libres nous feront l'amitié de nous apporter des cahiers, nous ferons tout ce que nous pourrons pour que l'auteur soit vraiment libre dans son cahier libre. Tout le cahier, texte et couverture, lui appartiendra.

La liberté typographique de l'écrivain représentera la liberté morale de l'auteur. Et le cahier sera pour le travail et pour l'action vraiment un livre indépendant et libre. Et en ce sens il ne sera plus un cahier que pour l'administration. Il n'y aura jamais parmi nous aucune relation d'auteur à directeur, d'employé à employeur, aucune subordination, mais corrélation d'homme libre à homme libre, d'auteur à gérant sans intermission commerciale d'autorité bourgeoise. L'auteur écrira sous sa responsabilité personnelle sincèrement et librement, vraiment. Il n'engagera pas le prochain. Le prochain ne l'engagera pas. Il n'engagera pas l'administration des cahiers. L'administration des cahiers ne l'engagera pas. Il ne sera tenu qu'à user de sa liberté.

C'est dans ces conditions que nous avons demandé au citoyen Francis de Pressensé des *cahiers de politique et d'action internationale*. Non seulement il nous a promis que dans le courant de l'année il nous en donnerait deux ou trois, mais il nous a promis qu'il aurait prêt pour cet automne un cahier d'ensemble sur *la politique internationale du socialisme,* sujet auquel il pensait lui-même.

C'est aussi à ces conditions que nous avons demandé

à Hubert Lagardelle des *cahiers de théorie et d'action socialiste*. Il nous donnera dans un mois tout un cahier intitulé : *les intellectuels devant le socialisme. — le problème de la petite bourgeoisie*. Deux mois plus tard il nous donnera tout un cahier au moins sur *le socialisme municipal en France*. Les cahiers de Lagardelle entreront en brochures en série dans la *bibliothèque du Mouvement Socialiste*.

Aux mêmes conditions nous demanderons, quand il y aura lieu, des cahiers à plusieurs citoyens.

Pareillement enfin quand nous donnerons des travaux de science ou des œuvres d'art — inclassables ou classées drames, romans ou poèmes — le cahier sera vraiment pour le travail et pour la beauté une œuvre indépendante, pure et libre. Libre de nous. Et en ce sens il ne sera plus un cahier que pour l'administration. Car étant assurés que nous devons commencer la révolution sociale par la révolution de nous-mêmes, par la révolution sociale morale de nous-mêmes, c'est pour nos cahiers d'abord que nous avons remplacé le gouvernement des auteurs par l'administration, la saine et libre et vraiment socialiste administration de leurs œuvres. Si donc j'avais encore à publier *la lumière* de Jérôme et Jean Tharaud, au lieu de la couper en trois morceaux comme je le fis, je la donnerais toute pareille à l'admirable tirage à part que nous en avons fait. Quand au printemps nous publierons des mêmes Tharaud *Orphée en Frioul* nous en ferons un très beau livre entièrement libre aux mains des auteurs.

A ces conditions nous publierons avant le premier cahier de Lagardelle un roman, si nous pouvons le nom-

mer ainsi, la première œuvre publiée de René Salomé : *vers l'action* sera le deuxième cahier de la deuxième série.

A ces conditions nous publierons bientôt un drame satyrique : le *Bacchus* de notre ami Lionel Landry. Notre ami est récemment parti pour la Chine. Il a obtenu dans le corps expéditionnaire français un poste évidemment inoffensif. Par son métier même il est qualifié pour nous envoyer des courriers. Il nous enverra des *courriers de Chine.* Un court billet qu'il m'envoie du bateau me promet un courrier sur le transport des troupes expéditionnaires. Ce premier courrier pourra passer en janvier.

Notre ami Henri Genevray, heureusement retourné parmi nous après deux ans de voyage intercontinental, nous donnera des *cahiers de voyage.* Il commencera par nous donner un cahier d'ensemble sur *l'expansion coloniale devant le socialisme.*

Léon Deshairs nous donnera cette année au moins un *cahier d'art.*

Enfin et surtout je dois annoncer mystérieusement qu'une excellente compagnie formée d'aînés que nous avons — pour dire le très beau mot une *équipe* de bons ouvriers littéraires — se prépare à entrer en corps dans ces cahiers.

Mais l'œuvre que nous publierons avec une singulière cordialité sera de M. Antonin Lavergne un long roman : *Jean Coste, ou l'instituteur de village.* L'auteur est lui-même un ancien instituteur, un primaire de culture et de métier. Il est devenu professeur d'école normale primaire. Il pouvait comme tout le monde faire sa petite cosmosociographie. Mais cet honnête homme a fait

le roman, l'histoire de ce qu'il sait. *Jean Coste* passera sans doute en trois cahiers.

Nous envoyons ferme ces cahiers à tous nos anciens abonnés. Leur abonnement, ayant commencé du premier janvier dernier, est valable jusqu'au 31 décembre prochain. Nous prions seulement ceux d'entre eux qui ne nous ont pas encore acquitté leur abonnement de vouloir bien considérer que depuis le commencement nous payons nos imprimeurs ordinaires. Ce serait une erreur de s'imaginer que l'on ne doit pas nous payer parce que nous sommes socialistes. Nous sommes assurés que la plupart de nos camarades les ouvriers compositeurs, les correcteurs et les imprimeurs sont socialistes aussi. Mais c'est justement parce qu'ils sont socialistes que l'*imprimerie de Suresnes* les paie comptant au tarif syndical. Pour aujourd'hui nous prions ceux de nos anciens abonnés qui n'ont pas pensé encore à le faire de vouloir bien nous apporter ou nous envoyer en un mandat le montant de leur abonnement. — Nous prions instamment ceux de nos anciens abonnés qui auraient déménagé pendant les vacances de vouloir bien nous donner sans aucun retard leur nouvelle adresse, pour que nos fiches et le répertoire soient rectifiés avant le commencement de la deuxième série.

Nos anciens abonnés savent que nous avons régulièrement envoyé les cahiers de la première série à plus de trois cents abonnés gratuits, pour la plupart instituteurs, dont les noms et adresses nous avaient été communiqués par l'administration des *Journaux pour tous*, 17, rue Cujas, Paris. Huit mois d'exercice patient

et de correspondance active ont permis à cette administration de nous communiquer plus de cinq cents nouveaux noms. Nous les avons acceptés. Si lourd que soit financièrement pour nous un tel service, nous enverrons donc régulièrement les cahiers de la deuxième série à plus de huit cents abonnés gratuits, pour la plupart instituteurs, choisis pertinemment.

Nous prions instamment nos amis non seulement de vouloir bien eux-mêmes s'abonner, mais de vouloir bien aussi nous présenter et honnêtement nous procurer le plus d'abonnés qu'ils pourront. Nous savons de certain que beaucoup de personnes s'imaginent innocemment qu'elles ont assez fait pour ces cahiers quand elles les ont lus par communication. Nous nous permettons d'attirer leur attention sur ce qu'il y aurait de parasitaire à user indirectement de cette publication sans participer aux frais de son établissement.

Nous envoyons éventuellement ces cahiers à plus de deux mille huit cents personnes automatiquement choisies parmi celles qui peuvent s'y intéresser.

Nous les envoyons d'abord éventuellement aux abonnés du *Mouvement Socialiste*. La direction de cette revue amie a bien voulu nous faire communiquer la liste administrative de ses abonnés. Nous espérons qu'ayant par *le Mouvement* connaissance pragmatique de l'action socialiste internationale pendant qu'elle se meut ils demanderont à nos cahiers cette indispensable connaissance historique de l'action que l'on ne peut donner qu'un peu après que se sont dessinés les temps de repos.

Nous envoyons éventuellement nos cahiers à tous les abonnés du *bulletin de l'Union pour l'action morale*. L'administration de cette revue a bien voulu nous communiquer la liste de ses abonnés. Nous leur envoyons éventuellement nos cahiers. Nous sommes en effet de ceux qui ne peuvent nullement distinguer la révolution sociale de la révolution morale, en ce double sens que d'un côté nous ne croyons pas que l'on puisse opérer profondément, sincèrement, sérieusement la révolution morale de l'humanité sans opérer toute la révolution de son habitat social, et qu'inversement nous croyons que toute révolution formelle serait vaine si elle ne comportait pas le labourage et la profonde éversion des consciences.

Nous envoyons éventuellement nos cahiers à tous les correspondants de la *Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen*. L'administration de cette ligue a bien voulu nous communiquer son dernier bulletin. Nous y avons trouvé imprimés les noms des républicains actifs qui ont constitué à Paris et surtout en province des sections de la ligue. Nous pensons que nous avons obtenu ainsi une liste sérieuse d'anciens dreyfusards. Or il n'échappera pas à nos lecteurs que nous sommes les seuls dans une certaine région qui ayons exactement gardé la juste rigueur méthodique de l'ancienne action dreyfusiste. Alors que les différents États Majors dreyfusistes, comme la plupart des États Majors, délaissaient la considération des droits pour la contemplation des avantages, nous avons seuls dans une certaine région, — et nous n'en sommes aucunement heureux, — continué nous-mêmes à respecter rigoureusement la méthode que nous avions

demandé que l'on respectât. Nous pensons aussi que nous réussirons à démontrer à ces nouveaux abonnés que la révolution sociale, au sens où nous la préparons, peut seule donner à tous les hommes le véritable exercice de tous leurs droits humains, peut seule instituer une cité humaine où tous les hommes soient accueillis comme des citoyens véritables.

Nous envoyons éventuellement nos cahiers à beaucoup d'universitaires, professeurs de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire, instituteurs et professeurs de l'enseignement primaire et de l'enseignement primaire supérieur, soit qu'ils fussent abonnés déjà au *bulletin de l'Union pour l'action morale,* soit que nous ayons demandé leur nom à l'annuaire. Nous espérons que leur enseignement pourra se nourrir des documents et des renseignements, des commentaires, des travaux et des œuvres qu'ils auront dans ces cahiers. Nous espérons qu'ils n'hésiteront pas à nous avouer pour un des leurs, à voir dans ces cahiers le travail d'enseignement que nous y mettons avant tout.

Nous envoyons éventuellement nos cahiers aux secrétaires et aux délégués des groupes socialistes qui aux récents congrès constituaient à peu près un parti opposé au parti de la domination autoritaire. Nous regrettons que le secrétariat du Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire nous ait refusé communication de ses listes. Nous regretterons toujours tout ce qui sera du huis clos. Nous n'avons pu avoir une liste sérieuse des principaux syndicalistes. Nous envoyons éventuellement nos cahiers aux citoyens secrétaires et délégués des groupes adhérents à la Fédération Socialiste Révolutionnaire, et aux Fédérations départementales et

régionales. Nous les envoyons éventuellement aux Coopératives socialistes.

Autant que nous l'avons pu nous envoyons éventuellement nos cahiers aux universités populaires, aux sociétés sérieuses d'enseignement laïque et de culture postscolaire. A ces institutions surtout conviennent les principaux éléments dont nos cahiers sont formés. Si la libre pensée n'impliquait pas une audience impartiale et attentive infatigablement accordée à l'impartiale proposition des documents et des renseignements, des commentaires, des travaux et des œuvres, elle ne serait plus qu'une lamentable contrefaçon de la pensée dogmatique, de la serve pensée.

Nous envoyons éventuellement nos cahiers à plusieurs *visiteurs des pauvres*. Nous savons qu'une charité intelligente et constante ne tarde pas à s'apercevoir que la société présente est mécaniquement organisée pour faire des pauvres et de la pauvreté.

Quand nous aurons fini de publier la deuxième série de nos cahiers, nous publierons un *index*, devenu indispensable, de ces deux séries.

Notre ami Charles Amey, professeur d'anglais au collège de Bonneville, est mort le mardi 11 septembre, dans sa vingt-sixième année.

De famille protestante, il aimait sentimentalement, fidèlement et profondément ce que nous voulons faire. De travail modeste et solide il faisait sans ambition personnelle et sans tumulte sa part de la révolution morale. Aimant surtout le travail d'enseignement, éloigné en province, il attendait beaucoup de l'enseignement populaire.

Il pensait avec beaucoup de nos amis que ces cahiers ne sont pas assez commodément composés pour un enseignement directement populaire.

Mais sachant pour l'avoir éprouvé comme il est difficile de faire quoi que ce soit il me présentait ses critiques mêmes comme un encouragement, une aide, et vraiment comme une indispensable collaboration.

Il vint me voir au commencement des vacances, comme il en avait l'habitude. Rien dans son robuste aspect ne faisait pressentir le malheur qui déjà le menaçait. Il était seulement resté accablé d'un épouvantable deuil de famille, récent.

Il vint me voir. Il m'exposa très fortement et minutieusement ses critiques. Je lui présentai ma défense. Puis nous discutâmes nos raisons. Il finit par me donner cette preuve : Moi-même, dit-il, qui te connais pourtant bien, et qui sais lire ce que tu écris, moi-même je ne lis pas commodément tes cahiers. Ils me forcent à travailler. — Puis s'apercevant soudain que cette critique redoutable était si l'on voulait un éloge incomparable il retrouva pour un instant son large sourire ancien.

Je ne le revis pas. Une angine de poitrine le terrassa en une demi-heure. Il en avait déjà subi les premières atteintes en Savoie, mais il se croyait rhumatisant et n'y prenait pas autrement garde.

ADMINISTRATION

Nos anciens abonnés savent qu'outre les *abonnements gratuits* annoncés ci dessus nous servons :

des *abonnements de souscription* à cent francs ;
des *abonnements ordinaires* à vingt francs ;
et des *abonnements de propagande* à huit francs.

Il va sans dire qu'il n'y a pas une seule différence de service entre ces différents abonnements. Nous voulons seulement que nos cahiers soient accessibles à tout le monde également. L'abonnement ordinaire est à peu près égal au prix de revient ; l'abonnement de propagande est donc sensiblement inférieur au prix de revient.

Nous prions instamment nos nouveaux abonnés de vouloir bien nous dire sans aucun retard dans quelle catégorie nous devons les compter. Il nous importe en effet que nos prévisions budgétaires soient établies solidement au commencement de cette nouvelle série. Nous prions instamment nos nouveaux abonnés de vouloir bien nous envoyer par le même courrier, s'il y a lieu, la rectification de leur adresse. Il nous importe que nos fiches et que le répertoire soient exactement à jour avant le commencement de la deuxième série.

La même liberté que nous laissons entière à tous nos collaborateurs, nous la laissons non moins entière au premier de tous, à l'administrateur : mon vieil ami André Bourgeois, employé de banque, sans intervenir

aucunement dans la rédaction de ces cahiers, donnera cette année à leur administration tout l'effort de sa patience efficace et de sa laborieuse ténacité. — Comme l'année dernière nos abonnés auront à la deuxième, à la troisième et à la quatrième page de la couverture les renseignements nécessaires au détail de l'administration.

Sans aliéner du tout la même liberté, sans communiquer à personne la responsabilité de ce que nous voulons faire, nous avons avec beaucoup de plaisir choisi une résidence nouvelle. Au 16 de la rue de la Sorbonne, où réside *l'École des Hautes études sociales — école de morale — école sociale — école de journalisme*, nous aurons le bonheur de demeurer porte à porte avec le *secrétariat de la société des universités populaires*.

Usant de la même liberté, agissant, moi aussi, comme un collaborateur libre, je me permettrai, au seuil de la deuxième série, de donner quelques renseignements sur l'institution même de ces cahiers. Pendant plus de dix mois j'ai laissé dire et médire. Je pensais que l'ouvrier doit produire d'abord, et ne présenter que plus tard la défense du travail qu'il aura produit. Mais au commencement de cette importante série je manquerais aux braves gens qui m'ont donné en dépôt leur temps, leur travail, leur avoir, leur amitié, si je ne commençais pas par présenter la défense de l'institution commune. Je suis comptable envers ces honnêtes gens et envers le public. Il est inévitable qu'au début du prochain cahier je parle un peu *pour ma maison*.

NOUVELLES COMMUNICATIONS

Nous publions ces communications comme elles nous sont parvenues avant les vacances.

Figurez-vous qu'après leur victoire de Paris les nationalistes veulent prêcher la croisade dans toute la province : deux d'entre eux, Gaston Méry et Barillier, m'a-t-on dit, ont projeté de venir ici le dimanche 12 août pour donner une conférence publique au théâtre. Le premier mouvement des camarades a été de s'écrier : « Nous les conspuerons et ils ne parleront pas. » Mouvement qui partait évidemment d'un bon naturel, mais qui donne une fâcheuse idée de leur éducation politique. Il me semble qu'il vaut mieux leur opposer un contradicteur. Malheureusement nous n'avons personne ici qui soit de taille. Ceux de nos camarades qui ont quelque instruction et quelque facilité de parole sont muselés par leur fonction. Il faut que nous dénichions à Paris un solide contradicteur. Pourriez-vous demander à quelqu'un du comité général.

GUSTAVE LEBLOND,
Professeur d'histoire au Lycée d'ici.

Nous recevons des communications de plus en plus nombreuses. Nous insérons toutes celles que nous pouvons. Nous n'attendons pas que nous puissions donner réponse. Il y aurait encombrement. Nous donnerons toutes les réponses que nous pourrons. Nous répondons dès aujourd'hui autant que nous le pouvons à M. Cyprien Lantier. Nous prions nos correspondants de vouloir bien avoir quelque patience. Nous aimons mieux leur envoyer des réponses délibérées que des bavardages hâtifs.

douzième et dernier cahier de la première série

Citoyen Péguy, puisque vos cahiers sont une institution, je me permettrai, comme socialiste, d'attirer votre attention sur une campagne qui pourrait être menée dans vos cahiers et qui, ce me semble, serait beaucoup plus profitable que celle que vous menez à présent contre le P. O. F. et contre Lafargue.

Vous savez bien, en effet, que ce ne sont pas les membres du P. O. F. que vous convertissez, car ils ne vous lisent pas; et que ceux qui vous lisent ou bien sont déjà convertis s'ils sont des Parisiens ou d'anciens Parisiens, ou bien ne connaissent rien aux discussions socialistes, ignorent même sans doute Lafargue et *le Socialiste,* si ce sont des instituteurs.

Dès lors ne serait-il pas beaucoup plus urgent de relever toutes les fautes, toutes les faiblesses d'un journal comme *la Petite République,* où le grand nom et la grande honnêteté de Jaurès fait passer inaperçus de lecteurs souvent négligents de véritables procédés nationalistes dans la composition du journal.

Vous avez déjà signalé, et c'est pour cela que je vous écris, l'annonce ridicule que *la Petite République* et *l'Aurore* avaient insérée en faveur du panorama Marchand ; mais il y a des faits beaucoup plus graves et qui vous révolteront sans doute autant que je l'ai été. En voici un : *la Petite République* a l'habitude d'annoncer tout au long les peines encourues par les grévistes arrêtés ; or elle s'est dispensée de le faire pour ceux de Chalon, bien que le total des peines distribuées ait dépassé vingt-sept mois de prison. Je lis dans *les Temps Nouveaux* du 16 au 22 juin :

Police. — A Chalon-sur-Saône, les gendarmes chargeant brutalement la foule, un d'eux reçut une pierre. Immédia-

tement ils sortirent leurs revolvers et tirèrent vingt-trois balles (c'est le chiffre qu'ils donnent eux-mêmes) dans le tas des fuyards : trois morts et de nombreux blessés.

Ont comparu, la semaine dernière, dix des manifestants arrêtés au cours des désordres.

Le premier des inculpés est Bonvois-Marinier, âgé de dix-huit ans, né à Lille, sans domicile fixe, évadé de la colonie pénitentiaire de Boulogne en juillet 1898; il y était enfermé depuis 1896 pour vagabondage.

Le procureur requiert une peine sévère.

Marinier est condamné à un mois de prison, maximum de la peine, pour outrages, et à seize francs d'amende pour port d'armes prohibées.

Lassacq, inculpé de violences et d'outrages, deux mois avec bénéfice de la loi de sursis.

Bonnardot, coups de pierres aux agents et outrages, trois mois et seize francs d'amende.

Genty, mêmes inculpations, quatre mois de prison et seize francs d'amende.

Denis Gros, mêmes inculpations, et port d'armes prohibées, six mois de prison, seize francs d'amende, cinq francs pour contravention à un arrêté municipal.

Marius Gros, mêmes inculpations, mêmes condamnations.

Caillet, violences et contravention, trois mois de prison, seize francs d'amende et cinq francs pour contravention.

Bague, mêmes inculpations, deux mois, seize francs d'amende, et cinq francs pour contravention.

Merle, mêmes inculpations, condamné seulement à cinq francs d'amende.

Matron, inculpé d'injures à la gendarmerie, dix jours de prison et cinq francs d'amende.

L'exagération de ces peines produit ici un effet déplorable (1).

Ayant oublié ainsi les condamnations, elle s'est abstenue de faire campagne en faveur de la grâce.

---

(1) *La Petite République* a *oublié* d'enregistrer ces condamnations. — *Note des Temps Nouveaux.*

douzième et dernier cahier de la première série

Et combien de faits semblables trouverait-on. Ne sont-ce pas là de véritables procédés nationalistes, avec cette circonstance aggravante que c'était au préjudice de leurs adversaires que *l'Éclair* et *l'Écho de Paris* travestissaient les faits, tandis que c'est au préjudice de ceux qu'ils prétendent défendre que les journaux socialistes se livrent au même manège.

Duper ceux qui ont mis leur confiance en vous, abandonner à eux-mêmes ceux dont vous vous êtes constitués les défenseurs, c'est, ce me semble, payer un peu cher l'entrée d'un socialiste au ministère.

Salutations socialistes et de plus en plus révolutionnaires.

LOUZON,

14, boulevard Émile Augier, Paris

Monsieur,

Un jour que votre ami Pierre Baudouin sera moins assommant que la dernière fois, récompensez-le en lui ménageant un facile triomphe : demandez-lui quelle différence il peut y avoir entre une affiche électorale et cette affiche éditoriale :

VIENT DE PARAITRE

QUO VADIS

Roman des temps néroniens, par HENRYK SIENKIEWICZ

(Un volume grand in-18 de 650 pages, à 3 francs 50)

Quo Vadis (« Où vas-tu ? »), qui, sous une forme romanesque, met en conflit le christianisme en sa période

héroïque et le paganisme à son apogée, apparaît comme le chef-d'œuvre de Sienkiewicz et de la littérature polonaise et comme une des œuvres capitales de la littérature universelle. Le voilà enfin, dans les *Éditions de la Revue Blanche*, présenté au public français ; mais, depuis 1895, date de son apparition, il avait déjà été traduit en une vingtaine de langues ou dialectes ; et sa vente, dès la première année, s'est chiffrée par un million d'exemplaires aux États-Unis, 40.000 en Italie, 150.000 en Allemagne. Un tel engouement dans des pays si divers doit avoir des causes profondes. Et, de fait, il se justifie par l'importance des questions en jeu, par une application singulièrement neuve des procédés réalistes à une conception idéaliste, par une extraordinaire fertilité d'invention dramatique, par le don qu'a l'auteur de mouvoir des foules et de douer d'une vie authentique les personnages. Parmi ceux-ci, quelques-uns assument plus spécialement un rôle représentatif d'idées : l'Arbitre des élégances Pétrone, qui figure les prestiges de la civilisation finissante ; la chrétienne Lygie, avec qui naît au monde une beauté nouvelle ; le tribun militaire Vinicius qui, sous son influence, évolue vers la religion du Christ. Néron et l'Apôtre Pierre dominent les événements et les déterminent. Le géant Ursus, l'athlète Croton, le Chilon Chilonidès, cent autres comparses mouvementent l'action. Sans que l'originalité foncière de l'œuvre en soit un instant compromise, telles parties feront songer à l'éclat descriptif d'un Flaubert (festin au Palatin, incendie de Rome, scènes du Cirque), à la rudesse d'un Kipling (mort de Néron), à la simplicité persuasive d'un Tolstoï (supplice de Pierre), au scepticisme supérieur d'un France (conversations de Pétrone) : infinie variété de tons dont les contrastes s'unifient dans l'harmonieuse coulée du style de Sienkiewicz ; variété infinie d'épisodes, qui fait de ce livre de 650 pages un livre trop court à la curiosité captée du lecteur.

Au courant de la plume j'ai corrigé une faute d'orthographe et plusieurs fautes de typographie. Je n'ai pas corrigé les fautes de français, parce que dans les classes

de lettres je n'enseigne rien que les mathématiques. Je me suis demandé longtemps ce qui avait pu se passer dans l'esprit du pauvre prolétaire intellectuel chargé de rédiger cette affiche. Ou bien il ne sait pas le français, car j'ai reçu au lycée une solide instruction littéraire, et je ne puis accepter ni le ton général, ni certaines expressions particulières de cette réclame : *un tel engouement; — mouvoir des foules; — mouvementent l'action;* — j'en passe, et de non moins raides. Ou bien encore le prolétaire intellectuel s'est amusé, par manière de *sabotage,* à rédiger en un vague polonais. Ou bien enfin, connaissant le français quand il s'intéresse à ce qu'il fait, il s'est laissé aller par ennui et découragement, par dégoût de la servitude et maladresse fade à laisser passer toutes ces incorrections commerciales. Que s'il a voulu de lui-même corser son style, je le plains.

Remarquez bien que je n'en veux pas pour cela au livre ou à l'auteur du livre. Il se peut que ce *Quo Vadis,* annoncé aussi commercialement, n'en soit pas moins, comme on disait, un des chefs-d'œuvre de l'esprit humain. Il suffit pour cela qu'il ne ressemble pas à l'image que le négociant a voulu nous donner de lui. Je n'ignore pas non plus que nous devons à *la revue blanche* un très grand nombre d'éditions intéressantes, belles, utiles, indispensables, convenables. Je dis seulement que si l'on suivait chacun son premier mouvement, une affiche comme celle que je vous envoie me donnerait plutôt envie de ne pas aller voir ce qu'il y a dans le livre.

JUSTIN LATOUR

Mon cher Péguy je continue et je continuerai aussi longtemps que je le pourrai.

Je lis dans *la Petite République* du samedi 2 juin :

De l'Atlantique à la mer Rouge

Il n'est pas de spectacle plus intéressant et plus curieux que les superbes toiles du peintre Castellani qui constituent le « Panorama Marchand » au Trocadéro. Ce n'est pas seulement, en effet, l'histoire fidèle d'un voyage à travers les mystérieuses régions de l'Afrique dans toute sa saisissante réalité, c'est également une œuvre d'un haut intérêt artistique et le public ne se lasse pas de l'admirer.

Je lis dans *la Petite République* du vendredi 8 juin :

Le panorama Marchand

La société de cette attraction nous communique la note suivante :

Le très retentissant et très légitime succès du *Panorama Marchand*, au Trocadéro, devait inévitablement amener, en dehors de l'enceinte de l'Exposition, des imitations de la saisissante reproduction des étapes de la mission Congo-Nil.

Le « Panorama Marchand » est le seul qui ait été officiellement admis par le commissariat général à l'Exposition et dont les curieuses toiles sont dues à M. Castellani, le peintre de la mission Marchand.

Tous les jours, de neuf heures à onze heures du matin, sauf dimanches et jours fériés, les sous-officiers, caporaux et soldats des armées de terre et de mer, en uniforme, seront admis au Panorama de Madagascar, place du Trocadéro.

Sous-officiers et soldats à l'Exposition

Le ministre de la guerre vient d'aviser les gouverneurs militaires de Paris et de Lyon, les commandants de corps d'armée et le commandant de la division d'occupation de Tunisie que les sous-officiers rengagés ou commissionnés qui en feront la demande sont autorisés à se rendre à Paris pour visiter l'Exposition.

douzième et dernier cahier de la première série

Ces sous-officiers voyageront à leurs frais, mais recevront une feuille de route qui leur permettra d'être placés en subsistance dans un corps de la garnison de Paris, la durée de leur séjour sera de six jours pleins ; ils auront droit à l'entrée gratuite à l'Exposition.

Les sous-officiers non rengagés, les caporaux, brigadiers et soldats, qui demanderont à se rendre à Paris isolément et entièrement à leurs frais, pour visiter l'Exposition, pourront également obtenir les permissions nécessaires dans les conditions réglementaires.

Je lis dans *la Petite République* du dimanche 10 juin :

A Madagascar

Tous les jours, de neuf heures à onze heures du soir, sauf dimanche et jours fériés, les sous-officiers, caporaux et soldats des armées de terre et de mer, en uniforme, seront admis au Panorama de Madagascar, place du Trocadéro.

Je lis dans *l'Aurore* du dimanche 10 juin :

Gondola ! Gondola ! tel est le joyeux cri de ralliement de toutes nos élégantes et du monde qui s'amuse, depuis qu'il est de bon ton de se donner rendez-vous à *Venise à Paris.* Nulle part ailleurs, on ne passe plus gaiement le temps.

Je ne pensais pas que nous eussions nos élégantes. Je m'étais imaginé que c'étaient les bourgeois qui avaient de ces élégantes. Je m'étais imaginé aussi que nous n'étions pas du monde qui s'amuse, mais du monde qui s'ennuie et qui s'impatiente en attendant la révolution sociale.

Je lis dans *l'Aurore* du dimanche 17 juin :

C'est un spectacle vraiment impressionnant et d'un réel caractère artistique que celui du *Panorama Marchand,* où le peintre Castellani a représenté de si saisissante façon les principaux épisodes de la mission Congo-Nil.

Je lis dans *la Petite République* du lundi 18 juin :

Le panorama Marchand

C'est un spectacle vraiment impressionnant et d'un réel caractère que celui du « Panorama Marchand », où le peintre Castellani a représenté de si saisissante façon les principaux épisodes de la mission Congo-Nil. Chaque jour, une foule admiratrice défile au Trocadéro devant ces curieuses toiles, consacrant de plus en plus le succès du panorama.

Je lis dans *l'Aurore* du jeudi 21 juin :

Le nombre des entrées journalières à l'Exposition subit d'inévitables variations ; mais au *Panorama Marchand* le nombre des visiteurs augmente régulièrement.

Demain vendredi, jour select, le prix d'entrée est porté à 2 francs.

Serions-nous devenus *select ?*

Je lis dans *la Petite République* du vendredi 22 juin :

Le panorama Marchand

Le nombre des entrées journalières à l'Exposition subit d'inévitables variations, mais au Panorama Marchand, la grande attraction du Trocadéro, le nombre des visiteurs suit toujours une marche croissante. Il ne saurait en être autrement d'ailleurs étant donné le puissant intérêt du spectacle.

Devant le succès toujours grandissant et à la demande d'un grand nombre de visiteurs, le Panorama Marchand adopte également à partir de demain un jour select, le vendredi, avec le prix d'entrée de 2 francs.

Je lis dans *la Petite République* du lundi 25 juin :

Panorama de Madagascar

Voulez-vous passer une heure charmante et éprouver une sensation d'art fort agréable ? Visitez le Panorama de Ma-

dagascar, place du Trocadéro, où sont reproduites avec une vérité frappante des scènes de vie africaine réellement saisissantes.

Je lis dans *la Petite République* du mercredi 4 juillet :

Diorama de la mission Marchand dit Fachoda

Bien qu'un public considérable ne cesse de défiler, 16, avenue de Suffren (gare du Champ-de-Mars), devant les dix toiles très intéressantes, l'administration désireuse de permettre à tous de visiter le Diorama a fixé les prix d'entrée pour dimanche et jours fériés à 0 fr. 50. Les enfants et soldats ne paient que 0 fr. 25.

Je lis dans *la Petite République* du jeudi 5 juillet :

Pavillon du Champagne Mercier

Le nombre des personnes qui ont assisté aux séances gratuites du cinématographe au pavillon du Champagne Mercier, pendant la journée de dimanche, a été de 6,723.

Quatorze mille guides ont été offerts aux visiteurs du panorama représentant les célèbres caves de la maison Mercier, à Épernay.

Je croyais que nous ne combattions pas moins l'alcoolisme des riches que l'alcoolisme des pauvres. Je lis dans *la Petite République* du même jeudi 5 juillet :

Le Diorama Fachoda

Toutes les personnes qui descendent à la gare du Champ de Mars, avant d'entrer à l'Exposition, vont voir Fachoda, diorama de la mission Marchand, qui se trouve tout à côté, au numéro 16 de l'avenue de Suffren.

C'est un spectacle fort instructif que tous les amateurs de toiles artistiques et de scènes de la vie sauvage ne peuvent manquer d'aller visiter.

Je lis dans *la Petite République* du lendemain vendredi 6 :

Le panorama Marchand

Comme il fallait s'y attendre, le très retentissant et très légitime succès du Panorama Marchand a amené des imitations du captivant spectacle de la mission Congo-Nil. Mais le public ne s'y peut tromper, car le Panorama Marchand — au Trocadéro — est le seul qui se trouve dans l'enceinte de l'Exposition et le seul qui ait été officiellement admis par le commissariat général. Chaque jour d'ailleurs, un public de plus en plus nombreux se presse devant les toiles de M. Castellani, le peintre de la mission Marchand.

Je relis dans *la Petite République* du dimanche 8 juillet :

Un curieux panorama

La Compagnie des grands vins de Champagne est la plus importante de toute la région champenoise ; située au centre même des vignobles, elle possède les caves les plus considérables de la contrée, taillées dans la craie, sans aucune maçonnerie, elles s'enfoncent sous la montagne sur plus de 17 kilomètres de longueur.

Point n'est besoin de faire un long voyage pour visiter cette curiosité naturelle ; au Champ de Mars, au Pavillon Mercier, on peut, tout en dégustant un excellent verre de champagne admirer le magnifique « Panorama des caves de la maison Mercier, à Épernay ».

Je lis dans *la Petite République* du lendemain lundi 9 juillet :

Un diorama

Le diorama de la Mission Marchand dit Fachoda ne se trouve pas dans l'intérieur de l'Exposition, mais au 16 de l'avenue de Suffren, tout à côté de la gare du Champ de Mars.

Ce qui explique l'immense succès qu'il remporte, c'est l'exac-

titude absolue avec laquelle sont reproduites les scènes sauvages et les paysages des rives de l'Oubanghi et du Haut-Nil.

Je lis dans *la Petite République* du lendemain mardi 10 :

A Madagascar

Le succès de l'Exposition est toujours pour le Panorama de Madagascar, si artistique et si fidèle pour le tapis roulant — le seul gratuit — qui y conduit et pour l'excellente et originale musique malgache qu'on y applaudit.

J'attends quatre jours et je lis dans *la Petite République* du samedi 14 juillet :

Le diorama Marchand

Les visiteurs à l'Exposition, qui n'ont que quelques jours à passer à Paris, ne doivent pas y être venus sans aller admirer le Diorama de la Mission Marchand dont le superbe pavillon s'élève au numéro 16 de l'avenue de Suffren, tout à côté de la gare du Champ de Mars.

J'attends une semaine et je lis dans *l'Aurore* du samedi 21 juillet :

LE JOURNAL D'UNE FEMME DE CHAMBRE

Octave Mirbeau vient de triompher de la difficulté de rendre attrayante la lecture d'un roman social en laissant se dégager, de l'action même, les idées et les théories. Dans *le Journal d'une femme de chambre*, qui paraît aujourd'hui chez Fasquelle, en un volume de la Bibliothèque-Charpentier, l'auteur a certainement choisi le meilleur poste d'observation, celui d'où l'on peut le mieux voir se dérouler les tableaux de corruption, de misère, parfois aussi de grandeur, dans les milieux les plus divers de la société.

Celle-ci est un peu violente, comme on dit familièrement. Je sais bien, ou je pense que cette note est payée

par l'éditeur, qu'elle est rédigée par un commis de l'éditeur, et que ce pauvre Scaramouche en est tout à fait innocent. Mais enfin cette note apposée en première page de *l'Aurore* est un peu violente. Quand on a fait un livre de cochonneries, on a au moins le courage de dire qu'on a fait un livre de cochonneries, et on ne dit pas ou du moins on ne fait pas ou on ne laisse pas imprimer que c'est un roman social. Pourquoi pas de la sociologie? Toutes les tartufferies me dégoûtent. Au moins Vacher ne disait pas qu'il avait fait de la gynécologie.

Je finis. Je lis dans *la Petite République* du jeudi 26 juillet :

Le Diorama de Fachoda

Au flot toujours montant des visiteurs au Diorama de Fachoda, 16, avenue de Suffren, on peut mesurer l'intérêt de cette attraction. Les dix immenses toiles qui racontent les principaux épisodes de la mission sont harmonisées avec des premiers plans nature qui imposent la parfaite illusion de la chose vécue.

Au revoir. Je pars en vacances. Tu me pardonneras si j'en ai oublié. Je ne suis pas infatigable.

Ton

JEAN TERRIER

Dimanche matin 20 juillet 1900

Mon cher ami, tu sais ma profonde et déjà vieille admiration pour Jaurès, dont les beaux articles m'ont ouvert autrefois à la vie socialiste, à la vie. Plus que personne j'ai applaudi à sa belle campagne dans l'affaire. Depuis six mois environ ses articles non seulement ne me causent plus la même satisfaction, mais parfois me font mal au cœur. As-tu encore présent à l'esprit son plaidoyer en faveur de la loi d'amnistie, au temps même

de la discussion au Sénat ? plaidoyer indigne d'un ferme républicain, palinodie étrange de l'auteur des *Preuves*. L'amitié de Jaurès pour Millerand le rend trop ministériel, trop optimiste. As-tu remarqué qu'il évite à présent de s'expliquer sur les questions brûlantes, qu'il s'appesantit peu sur les massacres du François ou de Chalon, qu'il ne réclame plus la suppression des conseils de guerre, la suppression de la propriété du grade des officiers, — pierre angulaire de la société bourgeoise, — etc., etc. Ce n'est pas en édulcorant les revendications socialistes que nous pouvons attirer à nous le plus d'adhérents, — surtout dans la société bourgeoise et parmi la bourgeoisie. Ce qui importe, c'est moins d'avoir des partisans inconscients, une tourbe sur laquelle on ne peut compter, — que de convertir à fond des recrues solides, — peu nombreuses il est vrai, — mais capables d'en convertir d'autres. C'est-à-dire que je crois qu'il faut commencer à bâtir la cité socialiste par la *base*. Pour cela il est bon de ne compter pas trop sur l'action gouvernementale ou plutôt il faut toujours s'en défier. Marchons parallèlement, et non à la remorque du ministère. Soyons une force organisée, avec laquelle tous les ministères auront à compter.

Je déteste l'étroitesse d'esprit des guesdistes. Mais je suis bien forcé de reconnaître que leur sectarisme a du bon ; il préserve jusqu'à un certain point le parti des compromissions bourgeoises, il maintient l'esprit révolutionnaire.

Mais nous causerons de tout cela jeudi prochain, rue des Fossés-Saint-Jacques.

Bien affectueusement.

ALBERT MATHIEU

Un républicain bourgeois d'Orléans, intelligent et très conscient, ancien notaire, M. André Thouvet, nous écrit une longue lettre. Nous la reproduisons parce que sans doute elle nous servira de base quand nous répondrons aux principaux arguments bourgeois :

Monsieur et cher concitoyen,

J'ai lu vos cahiers avec intérêt, sans croire en aucune façon à leur action sur le public.

Le milieu où nous vivons est ainsi bâti que je ne vois pas du tout le ou les moyens de relever — selon les vues arrêtées et raisonnées d'un programme satisfaisant — les destinées et le sort des prolétaires, à bref délai.

Certes il est équitable qu'on y arrive, mais j'estime que les obstacles viennent bien plus des intéressés que de la classe dite bourgeoise, — classe qui n'existe pas en réalité, vous ne l'ignorez pas.

Il n'y a pas de lutte de classes, mais d'appétits.

Et je trouve cette lutte d'appétits, si prosaïque qu'en soit l'image, absolument naturelle, légitime et nécessaire, en principe. De telle façon que je ne comprends pas pourquoi on parle plutôt de lutte de classes que de luttes d'appétits.

Il n'y a point de classes, il n'y a que des appétits, — les uns satisfaits, les autres non.

Il n'y a point de classes, car je défie bien que l'on montre une ligne de démarcation.

Je vais plus loin : le prolétariat fournit chaque jour au capitalisme ses meilleures recrues, s'affaiblissant et s'épuisant sans cesse au profit des satisfaits, dont il augmente sans relâche le nombre et la force.

Réfléchissez sur les faits et vous le reconnaîtrez.

Le succès individuel, l'épargne personnelle fortifient tous les jours le capitalisme, aux dépens du prolétariat, écrasé par le machinisme.

On pourrait penser que de ce développement même du capitalisme il pourra résulter un excès qui jettera le prolétariat hors de son ornière et lui donnera l'accord et la force nécessaires pour conquérir la place à laquelle il a droit.

Sincèrement je ne le crois pas, mais pas du tout, loin de là.

L'affaiblissement du prolétariat sera, selon moi, irrémédiable si ses membres ne savent pas modifier leurs idées, leurs aspirations, s'ils continuent à vivre d'idées fausses et d'illusions dangereuses pour la plus grande gloire de ceux qui ne veulent que les exploiter.

Le mal est grand. La cause est juste. Mais les moyens de la faire triompher sont si lents, si vagues, ils exigent tant de vertu, tant de courage obscur, tant d'abnégation à jet continu, que la plupart des hommes se dégoûtent de la tâche.

Telle est la vérité.

L'inégalité naturelle est une loi épouvantable contraire à toutes nos idées de justice.

Elle existe pourtant et il ne nous est pas possible de la nier, il faut bien la subir, quitte à l'atténuer.

Elle suffit à frapper d'impuissance toutes les théories les mieux raisonnées, les plus élevées, les plus pures.

La bigarrure de l'esprit humain, l'étonnante diversité des caractères, des facultés physiques, intellectuelles et morales, ne permettront jamais à l'humanité d'entrer dans un cadre parfait que la logique peut tracer, déter-

miner et préciser rigoureusement, mais que les faits feront éclater du premier coup.

Il y a incompatibilité absolue entre le collectivisme et la liberté — et je maintiens que la liberté est nécessaire à l'humanité.

Je ne veux pas dire qu'il n'y ait rien à faire, loin de là.

En 1869 nous fondions à Orléans une société coopérative, qui n'a péri que devant l'indifférence absolue des ouvriers, plutôt hostiles même qu'indifférents.

Il semble que depuis lors les idées — mettons sociétaires — ont progressé, quoique certaines écoles socialistes les proscrivent comme n'étant propres qu'à énerver l'action socialiste.

Elles ont progressé surtout hors de France, mais souvent aussi elles ont dévié.

Quoi qu'il en soit ces idées sont à mon sens les *seules* qui puissent améliorer le sort des Prolétaires, les conduire non pas à la destruction, mais à la conquête du *capital,* chose indispensable pour eux.

Je dis du capital, c'est-à-dire de tout ce qui produit — soit naturellement, soit industriellement, soit par l'union des forces naturelles et industrielles.

Le prolétariat doit donc travailler à cette conquête ; il peut la faire, il lui suffira pour cela de *s'unir* dans un long et vaillant effort.

Tout moyen révolutionnaire échouera et se terminera en réaction, cela est certain.

Le vrai progrès, c'est le progrès scientifique, c'est le seul qui reste, mais il ne s'acquiert que par de lentes études sanctionnées par *l'expérimentation.*

Par leur organisation en sociétés de production,

de consommation, de secours et de retraites, les prolétaires accompliront le progrès en montant lentement mais sûrement à la possession du capital réel, le seul qui compte, et en se formant à leur nouveau rôle.

Hors de là, il n'y a que trouble, division, confusion. Il vous est loisible de croire que le fonctionnement des institutions *collectives* dont je parle mènera l'humanité au socialisme collectiviste.

En vérité je n'y trouverais pas à redire, je n'y crois pas, voilà tout; et c'est pourquoi j'ai la conviction que tous les moyens violents et rapides aboutiront à un échec en réaction, de façon à reculer les améliorations que l'on peut déjà opérer — si l'ouvrier le veut.

Une préparation est nécessaire, quelle que soit la fin dernière.

Le mécanisme des sociétés de toute sorte sera aux mains du prolétariat la meilleure des préparations.

C'est pourquoi je voudrais que les hommes de votre âge qui ont l'ardeur du bien, qui veulent se consacrer au sauvetage du prolétariat, limitassent leur action en ce sens, de façon à produire des progrès immédiats, relativement faciles, au lieu de s'engager dans des polémiques dogmatiques qui ne peuvent amener que des divisions sans aucun résultat utile.

Ce ne sont pas des discussions byzantines qu'il nous faut, elles nous font perdre un temps précieux, ce sont des actes.

Si l'argent mal dépensé était consacré à des conquêtes solides et durables, nous serions déjà loin depuis trente ans.

Et qu'avons-nous fait? moins que rien. Nous nous

sommes affaiblis et divisés, nous avons groupé nos adversaires.

Le socialisme est un grand mal présent.

Qu'il y ait un parti ouvrier, je le comprends et je le souhaite, mais un parti socialiste, non.

En 1848 le socialisme jeta les libéraux dans la réaction. Nous en sommes là encore aujourd'hui et ce qui nous attend c'est une république réactionnaire et cléricale avec César.

Il en serait tout autrement si le parti ouvrier, légitimement et légalement uni, fort de sa vraie force qui est le nombre, se contentait de s'organiser pacifiquement pour la conquête du capital qui sera son instrument de travail et d'émancipation.

Que de choses à dire ! — que je renonce à vous exprimer et qui me sont suggérées par l'expérience de la vie, — déjà longue pour moi.

Permettez-moi seulement d'insister, d'appeler vos réflexions soutenues sur cette loi fatale de l'inégalité naturelle, loi inconciliable avec les calculs géométriques de systèmes de la vie sociale.

Pourquoi venons-nous au monde non pas seulement si différents, mais frappés de tant d'inégalités ?

Le problème est redoutable, il est effrayant et nous ôte tout moyen d'envisager clairement l'avenir de l'humanité.

Nous devons nous borner à travailler pour le progrès réel, scientifique et certain, nos descendants verront peut-être mieux que nous.

Je suis et veux rester un soldat obscur de la démocratie. Je hais le bruit. Je voudrais seulement, dans l'intérêt même de vos idées et pour votre satisfaction,

vous voir entrer dans une voie plus pratique et plus fructueuse, plus sûre et plus féconde.

Je vois en vos jeunes amis des hommes droits, épris de justice, mais égarés par des théories, logiquement calculées sur une base fausse, — et qui perdent leur temps et leur force.

L'humanité sera toujours perfectible, elle ne sera jamais parfaite.

Votre tout dévoué concitoyen,

THOUVET,
ancien notaire

Bourgues-les-Eaux, dimanche 19 août 1900

Mon cher Péguy,

Voici longtemps que je voulais m'entretenir avec toi, mais ma paresse retardait de jour en jour. Et puis à quoi bon puisque nous sommes à peu près d'accord. Si l'esprit politique commande une insincérité quelconque, c'est qu'il n'en faut plus. Il y a dix-huit mois, au plus chaud de l'affaire, j'ai bien cru que cette vérité élémentaire finirait par s'implanter, je ne dis pas dans les masses — c'est une idée trop simple pour que les masses y prennent goût — mais dans la conscience de quelques intellectuels devenus militants. Je croyais que le dreyfusisme avait appris cela aux meilleurs des socialistes. Et je vois qu'il n'en est rien. Je vois par exemple que les dreyfusistes de Bourgues-les-Eaux font des efforts désespérés pour *couvrir* un inspecteur des enfants assistés libre-penseur qui a mangé la grenouille — et qu'on a envoyé dans un autre département pour y renouveler ses exploits. Et j'en conclus que l'idée a fait peu de

chemin, car elle s'est heurtée dès ses premiers pas à un terrible obstacle : c'est l'horrible amoncellement de rancunes, de haines, d'amours-propres, d'intérêts personnels, de petitesses et de bêtises qu'on nomme la politique locale.

PAUL ET LEBEL

37, Albert street, Regent's Park, Londres, 24 juillet 1900

Mon cher ami,

Tu trouveras ci-inclus un mandat de cinq francs, qui, j'en ai peur, ne pourra t'être payé qu'à la Poste centrale. Tu te demanderas pourquoi je n'envoie pas huit francs. C'est que je préfère envoyer deux fois cinq francs au lieu de huit francs à la fois. Au reste ce n'est pas de ma faute si j'envoie si peu, mais bien celle des *infâmes capitalistes,* comme vous les nommez, auxquels je paie six pour cent et des mains de qui j'essaie de sauver mon frère. Si je n'avais qu'à penser à moi, j'aurais vite fait d'arranger ma vie. Ma nouvelle situation n'est pas très gaie : huit heures de travail de nuit, huit heures de sommeil, huit heures de — n'importe quoi — oh! pas de repos. Enfin, c'est tout de même les trois huit.

Je ne sais si je me déciderai à rester ici définitivement. Le milieu anglais me paraît triste dans tous les sens du mot. Vous vous plaignez des nationalistes : en Angleterre je crois bien qu'il y en a vingt millions. Ils montent sur les chaises des jardins publics pour expliquer qu'ils ont seuls des *droits* en Chine et qu'il importe de se débarrasser au plus vite de l'ignoble bande de Krüger — j'ai entendu cette expression un peu forte. Les Anglais ont le triomphe féroce. Et puis j'assiste à la fabrication des journaux : faussetés, faussetés, et à

Paris le public avale les dépêches anglaises — toutes à la gloire de l'Angleterre; naturellement on supprime les autres. Si tu vivais un peu comme j'ai fait en Allemagne et surtout en Angleterre, je crois que tu finirais par devenir nationaliste. Plus je connais l'étranger, plus je trouve que les Français ne s'estiment pas ce qu'ils valent. Je t'expliquerai ça quand je te verrai; j'ai peur de ne pas pouvoir obtenir cette année le moindre congé, à cause des affaires de Chine qui nous donnent beaucoup de travail. Je tiens à te dire que les cahiers m'empêchent de m'endormir dans l'abrutissement d'une vie mécanique. Je ne suis pas internationaliste, comme vous. Mais j'aime tes cahiers, parce que je suis encore plus provincial que les provinciaux.

Très cordialement à toi,

CAMILLE GONDAILLAN

Perrusquier, par Vesoul (Haute-Saône)

Mon cher Péguy,

Nous nous demandons ici à quoi peuvent bien servir tes cahiers. Ils sont déjà passablement rasants. Toutes les petites histoires que tu te complais à nous conter me sont personnellement fort égales. Nous avions espéré au commencement qu'au moins ils serviraient à dire la vérité. Il n'en est rien. Tu fais comme les autres. Tu ne dis que les vérités que tu veux bien dire. Voilà plus de six mois que Mirbeau a commencé dans *la revue blanche* à publier son immonde *Journal d'une Femme de chambre,* et tu n'as pas encore publié que c'était immonde. Jamais tu ne me feras croire que c'est parce que tu n'as pas eu le temps. Seulement tu fais comme tout le monde. Les bons camarades avant tout. Tu t'es

attardé à Lafargue. C'était moins compromettant. Lafargue n'a pourtant pas eu tort de s'élever violemment contre les intellectuels qui se font des rentes en vendant des cochonneries aux bourgeois. Si j'avais été là, aux Sociétés savantes, j'aurais vivement applaudi Lafargue à ce passage. Quand je suis devenu dreyfusard, après de longs entretiens avec toi et de très longues hésitations intérieures, je croyais vraiment que tu étais sérieux. Je m'imaginais que nous renoncions une fois pour toute la vie aux insincérités des camaraderies de parti et d'école. Si Rochefort avait écrit un *Jardin des Supplices* et Lemaître un *Journal d'une Femme de chambre*, vous gueuleriez tous comme des gardes champêtres. Mais c'est Octave Mirbeau, un cher camarade, un ancien bon dreyfusard, un ancien soldat comme nous. Je ne croyais pas que le dreyfusisme aboutirait à instituer ainsi une sale camaraderie dreyfusiste. Je suis allé à Paris la quinzaine dernière. Je ne suis pas allé te voir, parce que tout le monde n'est pas assez riche pour y passer la semaine entière et t'y attendre jusqu'au jeudi. Et puis je manque un peu de patience et il ne me plaît pas qu'on me fasse poser. On parlait du bouquin de Mirbeau : *quelle saleté!* disaient les hommes — *quelle œuvre*, inscrivaient les journalistes; *quelles immondices!* disaient les hommes — *quelles admirables observations*, inscrivaient les journalistes; *quel ignoble bouquin*, disaient les hommes, tous les hommes; — *études sociales prodigieuses*, inscrivaient les journalistes, tous les journalistes. Le même individu qui vous disait couramment : *Hein! est-ce cochon?* commençait le soir dans son journal : *C'est un spectacle merveilleux que celui d'un talent qui se renou-*

velle aussi remarquablement que celui de M. Octave Mirbeau. C'est à lever le cœur. Comme Octave Mirbeau doit mépriser tous ces journaleux qui ont réussi à être encore un peu plus dégoûtants que lui, par camaraderie et platitude professionnelle. On ne sait pas si vous êtes plus lâches que tartuffes ou plus tartuffes que lâches. Continuez. Serviteur.

JACQUES ROUDIER

Thermes les Bourgues, samedi 5 mai 1900

Je te dirai pour mémoire que je suis fort occupé. Je fais deux cours populaires, le soir, à un auditoire ouvrier, d'ailleurs restreint : un d'économie politique élémentaire, et l'autre d'histoire. Nous voudrions bien transformer tout cela, et faire ici une sorte d'Université Populaire. Il n'est pas facile d'ébranler cette lourde masse d'indifférence générale. Je m'y emploie de mon mieux. Je te tiendrai au courant des résultats. Sois assuré de mon plus cordial dévouement.

PAUL ELEBAIL

Thermes les Bourgues, vendredi 25 mai 1900

Je retrouve cette lettre, que je croyais partie. L'ordre n'a jamais été mon fort. — J'aurais beaucoup à y ajouter, mais le temps presse. Depuis un mois notre U. P. a pris forme. Elle va se fonder sous le titre de *Cercle laïque.* Je crois que d'ici quinze jours ou trois semaines ce sera chose faite. J'ai vu une centaine de bourgeois pour obtenir leur appui et leur argent. Partout on m'a fait bon accueil. — Nous cherchons en ce moment un local. Nos statuts sont ceux de la circulaire

générale des U. P., que tu connais sans aucun doute. Quant aux travailleurs nous les aurons en masse.

L'idée socialiste gagne ici tous les jours. Avant-hier une conférence organisée par les cléricaux — et où Marpaux a pris la parole — a été pour eux un effondrement. Cinq cents auditeurs sur cinq cent cinquante ont fait une ovation à Marpaux. Ce fut extraordinaire.

Au revoir — bien à toi

PAUL ELEBAIL

Thermes les Bourgues, jeudi 28 juin 1900 (1)

Mon cher Péguy

J'ai le plaisir de t'annoncer la fondation d'une U. P. à Bourgues sous le nom de *Cercle Edgar Quinet* — Quinet était Bourguessan. Tu enverras les cahiers au *Cercle Edgar Quinet*, 14, rue de la République, Bourgues.

Très cordialement à toi

PAUL ELEBAIL

Saint Pierre la Tourbe
Lundi de Pâques 16 avril 1900

Mon pauvre ami

Je ne puis m'empêcher de te conter une histoire bien pénible qui vient de m'arriver. Nous avons fondé ici une espèce d'Université populaire, la Tourbière. Nous recevons quelquefois le soir et toujours le dimanche les hommes, les femmes et les enfants qui veulent bien venir. Nous faisons des lectures en com-

(1) Ce billet portait en haut à gauche un admirable cachet bleu ovale : *Cercle Edgar Quinet. — Université populaire de Bourgues. — Secrétariat.*

mun. J'ai même appris à lire tout haut pour un public. C'est un art très difficile, comme le dit le vieux Legouvé. Je n'y entendais rien. J'ai aussi appris à faire des conférences. Nous faisons des conférences intéressantes. J'ai même appris la matière de mes conférences. Pour enseigner, je m'enseigne. Nous enseignons tout. Je me suis chargé de l'histoire et des sciences naturelles. Mon collègue d'allemand fait la géographie et la morale. Mon collègue M. Thomas, le dévoué professeur de gymnastique, enseigne avec moi les excursions botaniques. Il enseigne l'excursion, moi la botanique, le reste à l'avenant.

Nous nous sommes abonnés à toutes les revues avancées. Hier jour de Pâques il y avait bibliothèque le matin et grande excursion l'après-midi. Quand il y a bibliothèque il y a permanence. Mon collègue d'anglais était de service. Mais par habitude j'allai voir. M. Thomas était là aussi. Nous avions quinze lecteurs, ce qui est considérable. Il devait y avoir douze excursionnistes le tantôt, douze baladeurs, comme dit familièrement M. Thomas.

Trois de nos lecteurs, deux gamins et une gamine, âgés de quinze, dix-huit et seize ans, lisaient en un coin de la table un peu longue. Ils continuaient leur lecture, à la fois posés comme des jeunes gens qui veulent se tenir bien. Et passionnément, ce qui n'est pas beaucoup leur habitude. Nos populations sont indolentes. Je me doutai du coup. Ils avaient en mains deux numéros de *la revue blanche.*

Il faut te dire que depuis trois mois que *la revue blanche* publie les saletés de Mirbeau, je suis de quinzaine en quinzaine envahi d'une rage intérieure qui

croissait et me mangeait. Je suis né rageur. Je suis devenu rageur. Je suis rageur. Si j'avais un mètre quatre-vingt-quinze et les muscles que j'ai toujours vainement souhaités, je ragerais moins. Mais je n'ai, ajoutés au mètre habituel, que soixante centimètres. Avec cela coléreux et, disent mes amis, violemment autoritaire. Donc je rage perpétuellement. Et depuis trois mois je rage perpétuellement contre Mirbeau.

Je me méfiais du coup. Nos trois élèves étaient attablés au *Journal d'une Femme de chambre*. Tu ne peux pas savoir quel effet ça m'a fait, quand j'ai vu que les saletés de ce marchand de littérature compromettaient des années entières de travail, de soins, de patience, d'enseignement. C'est comme si au bateau-lavoir un cochon s'amusait à venir jeter des ordures sur le beau linge blanc péniblement rincé. J'avais des nausées de colère. Je leur enlevai brutalement le livre des mains. Ils me regardèrent vagues, parce qu'ils ne savaient pas que j'étais rageur. Pourquoi lisez-vous ça ? — Parce que c'est de M. Mirbeau. — Vous mentez. D'abord vous ne connaissez pas M. Mirbeau. — Si monsieur. Même qu'il est avec nous, puisqu'il est venu l'année dernière à la Tourbe-la-Grande avec le citoyen Pressensé faire une conférence pour Dreyfus. — Vous mentez. M. Mirbeau n'est pas avec nous. Nous ne sommes pas avec lui. C'est un bourgeois. C'est un cochon. Je ne veux plus voir ça. Et je jetai les deux revues au fond de la cheminée.

Mes pauvres bonshommes, qui ne sont pas mauvais au fond, étaient tout interdits. Et ils me regardaient ne s'étant pas imaginé qu'un professeur se mît en colère. Il y eut un froid. Les ouvriers ne comprenaient pas très bien. Mon collègue d'anglais et M. Thomas vinrent,

s'approchèrent. M. Thomas voulut d'abord sauver la situation. — Mes amis, dit-il aux ouvriers, nous ferions bien d'aller déjeuner tout de suite. Nous partirons plus tôt. Nous ferons une excursion plus longue. J'ai fabriqué un parcours sérieux : quatorze kilomètres *sans boire*. — Ce mot de M. Thomas, car c'est un mot de M. Thomas, eut son succès habituel.

Ancien vieux sous-officier comme il y en avait avant l'avènement des blancs-becs, M. Thomas prétendait que rien ne vaut *d'étouffer un perroquet* pour donner du cœur au fantassin. Depuis que nous l'avons anti-alcoolisé, il a trouvé ingénieux d'adapter à ses nouvelles convictions la vieille chanson de marche : *dix-huit cents kilomètres sans boire,* où le nombre des kilomètres varie à volonté. Cette adaptation a réussi beaucoup auprès du grand public, c'est-à-dire auprès des trente et quelques personnes qui travaillent avec nous.

Quand nous fûmes seuls, mon collègue d'anglais me dit tout navré : Vous avez oublié, monsieur Souvestre, que c'était moi qui étais de service. Vous n'aviez pas à intervenir dans cette malheureuse affaire. — Il avait raison. Je ne répondais rien. M. Thomas était fort embarrassé. Il avait rapporté du régiment cette conviction profonde que l'on ne doit jamais se mêler du service quand on n'est pas de semaine. Il finit pourtant par dire : Moi je pense que c'est M. Souvestre qui a raison, parce que je suis anti-alcoolique. Bien sûr, dit-il à mon collègue d'anglais qui cherchait le rapprochement. Bien sûr : si ces gamins-là nous avaient apporté une bouteille d'absinthe qu'ils auraient bue en lisant, vous-même, monsieur Boisdenier, qui êtes un homme patient, vous-même vous auriez foutu la bouteille dans la cheminée.

M. Boisdenier ne répondait pas. — Tout de même, continua M. Thomas, vous n'allez pas vous faire malheureux pour toutes ces saletés. Allez déjeuner et venez tous les deux avec nous. Vous traiterez la question en marchant.

Le tantôt M. Thomas ne nous laissa pas un instant de répit. Marche et contre-marche. Botanique et marche. En rentrant le soir il nous dit d'un air innocent : Eh bien ! et cette question ? — Nous n'avons pas seulement eu le temps de souffler. — C'est là, répondit-il, ce que je nomme traiter les questions en marchant, c'est-à-dire par la marche. Nos amis n'y ont pas pensé plus que vous. Vous verrez que c'est la seule manière de traiter véritablement les questions.

Ce M. Thomas avait tort. J'aimerais mieux avoir traité véritablement cette question. Je me suis réveillé ce matin très embarrassé, un peu vexé. Je suis bien décidé à n'accepter pas que nos élèves lisent les ignominies de ce roman. Mais aussitôt quelles complications. Et quelles contradictions. Non pas que j'aie un seul remords pour la brutalité un peu vive avec laquelle j'ai traité l'auteur et sa marchandise. Mais je suis ému de la contradiction. Quels discours et quelles conférences n'avons-nous pas énoncés sur la liberté de la presse, de l'écriture et de l'impression. Avons-nous assez tapé sur l'ancien régime et sur la Bastille, sur la censure et sur l'Inquisition, sur le pilon et sur les bûchers de livres, et sur le Saint-Office et la congrégation de l'Index. Avons-nous assez spirituellement raillé les Russes, qui étendent sur les passages interdits une épaisse et noire tartine. Avons-nous assez raillé Monsieur le Censeur examinant les livres de messieurs les potaches. Et voilà

qu'à la première occasion sérieuse mon premier mouvement, un mouvement profond, irrésistible, est d'envoyer barboter le livre au fond de la cheminée accompagné de mes invectives. Comment sommes-nous faits? Je suis profondément, invinciblement décidé à n'accepter pas que nos élèves lisent les ignominies de ce roman. Il faut donc *brûler!* il faut brûler ce roman. C'est encore plus franc que la tartine russe. Il faut brûler. Je brûlerai. Je ne sais pas bien pourquoi j'y suis décidé. Mais j'y suis décidé. Ma décision est irrévocable. Pour n'avoir pas à brûler la suite, nous nous désabonnerons de *la revue blanche,* au moins momentanément. Que de violences! Que d'embarras de conscience. Que d'exercices d'autorités. Je suis encombré comme dans un embarras de voitures. Pourquoi faut-il qu'il y ait des cochons. Tout serait si simple si tout le monde était propre.

C'est de votre faute aussi à vous autres journalistes si nous sommes aussi embarrassés. Par lâcheté ou paresse, vous ne dites jamais rien de ce qu'il faut dire. Alors le bon peuple rumine sa colère et finit par éclater. Assurément je ne serais pas si en rage contre Mirbeau si tu avais posément dit dans un cahier ce que tout le monde répète partout. Je n'ai aucun goût pour les scènes et c'est en définitive une opération désagréable que de libérer sa conscience, comme on disait naguère. Enfin je ne t'en veux pas trop. C'est le métier qui déteint sur toi.

JOSÉPHIN SOUVESTRE

L'abondance de ces communications nous force à en remettre la suite à un prochain cahier.

DEMI-RÉPONSE A M. CYPRIEN LANTIER

Nous publions cette réponse comme elle était prête à partir au commencement des vacances.

Mon cher Lantier,

Il est facile à toi de me railler agréablement sur ce que je n'ai pas encore donné mon *histoire* projetée *de la décomposition du dreyfusisme en France*. Mais nous avons le temps. Le dreyfusisme continue à se décomposer. Tu admets sans doute avec moi que tous les citoyens qui sont devenus ou deviennent partisans d'une certaine amnistie ont renoncé ou renoncent par le fait même aux principes et aux méthodes qui pour nous — et pour tout le monde alors — constituaient la force et la règle de l'action dreyfusiste. A ce compte les renonciations et les abdications se sont multipliées et se multiplient parmi nos protagonistes, parmi nos chefs et parmi nos sous-chefs. Au moment où l'amnistie antidreyfusiste comparaissait devant le Sénat, le citoyen Jaurès renonçait avec un certain éclat. M. Waldeck-Rousseau renonçait avec une véritable éloquence. Tout le gouvernement renonçait. Le Sénat renonçait. La Chambre n'avait pas même à renoncer. Les électeurs non plus. Le Congrès national des Organisations socialistes françaises avait renoncé au milieu d'un enthousiasme indescriptible. Autour de nous, parmi nos amis et connaissances, on a renoncé, on renonce, on va renoncer. Notre camarade François Daveillans, —

un collègue et même un successeur à moi, puisqu'il est devenu quinzenier à *la revue blanche*, — qui avait si fortement contribué à établir l'*Histoire des variations de l'État-Major*, a fort bien expliqué pourquoi il renonçait. Notre ami le germaniste est venu me voir tout exprès pour me faire des remontrances et pour m'enseigner *que l'on doit d'abord avoir la puissance.* Nous pensions naguère que l'on doit d'abord tenir la vérité. Enfin j'ai pu causer quelques minutes avec un de nos meilleurs professeurs de philosophie et il ne m'a pas caché *que nous devons de plus en plus abandonner aux nécessités de l'action, à la véritable solidarité les droits de la critique et même les droits de la pensée.* Alors moi j'attends que la décomposition soit finie.

Mon cher Lantier, c'est une grosse erreur que vous commettez en province que de vous imaginer que je suis bien avec le Comité général. Assurément si j'avais présenté moi-même ta requête à ce vénérable Comité, sans aucuns débats il serait passé à l'ordre du jour, comme un simple Conseil d'arrondissement passe outre à la pétition d'un obscur cantonnier ou d'un télégraphiste importun. Heureux encore s'il ne m'eût pas flétri par et dans un ordre du jour fortement motivé. Mais le grand désir que j'avais de te donner une réponse authentique me rendit astucieux. J'allai trouver un indépendant, non pas un de ces indépendants qui dépendent, mais un indépendant qui ne dépendait pas. Il y en a plusieurs. Je ne te dirai pas son nom, car il serait perdu d'honneur socialiste si l'on savait qu'il a des communications avec ces cahiers. Il voulut bien présenter au Comité vénérable, dont il fait partie, cette requête :

Que devons-nous faire des Juifs quand les antisémites feront la deuxième Saint-Barthélemy? A cette requête il demandait une réponse formelle.

Ajournée de semaine en semaine, la requête vint enfin le samedi 35 juillet dernier. (1) La séance du vénérable Comité s'annonçait comme une séance orageuse. Il y avait là beaucoup de ministériels et beaucoup d'antiministériels. Mais il y avait peu de véritables socialistes et de véritables révolutionnaires. Il y avait là des délégués titulaires et des délégués suppléants. Les guesdistes étaient tous venus, suppléants ou titulaires, comme toujours, et manœuvraient avec une admirable discipline, assez souvent inintelligente et grosse dans le détail, mais toujours attentive et soigneusement envieuse. Vaillant était là. Guesde, malade, s'était fait suppléer. On ne sait par qui. Les guesdistes avaient une préoccupation soucieuse, qui était d'embêter le ministère et de diminuer Jaurès. D'heureux antécédents leur faisaient penser qu'ils y réussissaient tout doucement. M. Lafargue continuait de ressembler à M. le marquis de Rochefort. Les blanquistes faisaient la même chose que les guesdistes. Les allemanistes se demandaient par quelle exactitude ils réussiraient à sauver les vieux principes sans faire le jeu de la démagogie astucieusement attentive. Les broussistes non plus n'étaient pas des broussistes. Les indépendants ministériels ne se souciaient pas de laisser voir qu'ils étaient ministériels. Mais les simples indépendants avaient beaucoup de tristesse et n'avaient aucune arrière-pensée. Le seul Jaurès pensait ardem-

(1) Il suffit que le lecteur se reporte à cette date : il reconnaîtra qu'il s'agit ici de l'ancien Comité général.

ment aux moyens de consolider encore cette unité socialiste qui lui apparaissait fortement instituée.

La prudence la plus élémentaire m'interdisait de laisser voir dans les parages de l'auguste Assemblée les traits importuns d'un visage défavorable et défavorisé. Je ne puis donc te donner du siège et du voisinage la description que tu attendais à bon droit. Je ne sais rien de cette rue Portefoin, sinon ce que ta sagacité a pu en deviner : qu'elle a un de ces vieux noms français qui nous réjouissent au plus profond. Je vois sur mon plan de Paris que joignant la rue des Archives à la rue du Temple — encore un vieux nom bien français — elle est située presque en plein cœur du vieux Paris que nous aimons. Là est venue résider l'encéphale du Parti. Là s'exerce le commandement intercongressionnel. On se réunissait d'abord au 17, siège que le Comité général avait hérité de son antécédent le Comité d'entente. C'était au fond d'une cour l'habituelle salle de petite réunion. Beaucoup de ceux qui vinrent là, fraîchement investis par le Congrès de l'autorité souveraine, s'imaginaient sincèrement qu'ils tenaient en leurs faibles mains les destinées de la grande Révolution. Ils délibéraient sérieusement aux lueurs des lumières mal éclairantes. Ils négligeaient de savoir, mon ami, que la réaction sociale est sensiblement égale à l'action, et qu'il n'est pas d'agitation formelle ou de combinaison qui puisse remplacer le sincère labourage des consciences (1).

---

(1) Je laisse dans cette réponse l'expression que j'y avais mise au commencement des vacances. Il se trouve à présent qu'elle est répétée ailleurs dans le même cahier. Je prie le lecteur de vouloir bien s'habituer tout de suite à ce que nous disions souvent la même chose, parce que c'est toujours la même chose.

On me dit que depuis ces commencements ceux des souverains qui étaient de bonne foi sont devenus modestes.

Pour cause de difficultés le Comité général a été transféré en face, au 18, une boutique sur la rue. La séance du 35 juillet commença comme d'habitude. Le citoyen Grados présidait. A neuf heures on lut le procès-verbal de la précédente séance. Il y eut quelques réclamations, suivies de quelques rectifications, parce que la rédaction du citoyen Dubreuilh était un peu trop intelligente. La requête figurait au seuil de l'ordre du jour. Bien qu'on l'y eût placée d'un commun accord à la fin de la séance précédente, il fallut encore procéder à deux scrutins : le premier pour savoir si vraiment la discussion de cette requête viendrait aujourd'hui, et le second pour savoir si vraiment la discussion de cette requête viendrait au commencement de la séance d'aujourd'hui. Le secrétaire proclama que le premier et que le second vote avaient donné les résultats suivants : que l'unanimité des délégués présents avait décidé que la requête viendrait aujourd'hui, — et que l'unanimité des délégués présents avait décidé que la requête viendrait au commencement de la séance d'aujourd'hui. En effet les guesdistes voyaient dans la querelle sémitique une bonne occasion d'embêter Jaurès. Les blanquistes faisaient la même chose que les guesdistes. Les allemanistes étaient heureux d'affirmer tout ce que leur dreyfusisme avait eu de profondément révolutionnaire. Les broussistes n'étaient pas fâchés de prononcer ce que leur dreyfusisme avait eu de fructueusement républicain. Le tiers des indépendants, radicaux assez peu socialistes, avant tout ne voulaient pas déplaire aux guesdistes,

puisqu'ils étaient leurs ennemis. Les indépendants révolutionnaires sympathisaient aux allemanistes. Sur tout on avait un commun désir d'en venir aux mains une bonne fois.

Jaurès parla longtemps. Jamais il ne fut plus beau. Il se donnait tout entier, comme s'il eût parlé devant les quinze mille hommes d'une immense assemblée révolutionnaire. Évidemment il ignorait l'assistance. Il parla deux heures, de cette voix qui sort de tout son être et qui prend tout l'être en commençant par le ventre. Nourri de tout le vin de la générosité humaine, il parla deux heures, et de loin en loin et peu à peu de plus en plus pressé le rythme de son oraison reconduisait la gravité de ce refrain : *les Juifs sont des hommes comme nous*. L'orateur haletant touchait au seuil de sa péroraison quand le citoyen Ebers, animé d'une négligence mauvaise, laissa tomber, de cette voix grinçante et graisseuse de Montmartre que vous ne connaissez pas, vous qui n'avez pas eu le bonheur d'assister au premier Congrès général des Organisations socialistes françaises, le citoyen Ebers laissa tomber au seuil de l'admirable péroraison ces paroles non ailées : *Allons, pas d'effet de tribune.*

Ces paroles incroyablement envieuses tombèrent sur l'orateur comme un seau d'eau froide. Il eut cette suffocation de la douche froide ; son masque fut empreint d'une incroyable tristesse ; — et dans son âme il pensait que ce jour encore il aurait donc à faire plaisir à ce citoyen Ebers. Nivet souriait de ce sourire doux que nous lui avons connu. Le citoyen Lucien Roland était heureux.

Le citoyen Jaurès était déjà moins malheureux de penser que le citoyen Ebers avait rendu heureux plu-

sieurs citoyens. D'une voix plus grave encore, et, en un sens, plus redoutable, il recommença la parole et la respiration : Comment, citoyens, disait-il, comment, au moment même où dans ce Comité nous donnons tous nos soins à bien traiter les questions capitales qui nous sont proposées, comment peut-il y avoir parmi nous des citoyens qui se soient imaginé témérairement que nous étions préoccupés de la forme que revêtaient nos idées. — Il continua ainsi, mais négligea de donner sa première péroraison. Il sentait, et on sentait que cela était devenu impossible.

Après le citoyen Jaurès le citoyen François Desmarais demanda la parole. Ce jeune citoyen, né en Beauce et nommé dans le civil James Hendaye, est un précieux échantillon du guesdiste universitaire, beaucoup plus nombreux qu'on ne le croit communément. Répétiteur au lycée François premier, James Hendaye résolut de bonne heure de se donner un pseudonyme, ainsi que l'avaient déjà fait la plupart de ses camarades guesdistes. Et ce faux-nom de François Desmarais lui sembla suffisamment caractéristique. L'ambition de ce François Desmarais est de pouvoir parler en réunion publique aussi bien que le citoyen Ebers. En un mot il voudrait bien réussir à faire des effets de tribune. Le malheur est qu'il est barré par une sauvage timidité naturelle. Alors il a eu l'idée ingénieuse de s'exercer dans les séances du Comité général. Si favorable que soit le public des réunions, il vient toujours un moment où le bafouillage lui devient physiquement insupportable. Au Comité général on peut bafouiller. Ou plutôt un guesdiste y peut bafouiller. Car jamais un antiguesdiste n'aurait l'audace de lui dire ce qu'il en pense.

douzième et dernier cahier de la première série

Le citoyen François Desmarais demanda la parole après le citoyen Jaurès. Pendant trois bons quarts d'heure il prononça sur *la lutte de classe* un discours qu'il ne savait pas mal, non pas que ce discours touchât à la requête que l'on avait présentée, mais parce que tel était le discours électoral qu'il avait conçu l'espérance de prononcer la semaine suivante à Nogent-le-Rotrou, circonscription où il parlerait en public pour la première fois de sa vie, et où, comme il disait dans les moments d'abandon, il chauffait le siège du député radical. On escomptait vaguement dans le pays que certains éléments cléricaux donneraient le coup d'épaule indispensable. Desmarais savait même un passage de discours où l'on déclarait que l'anticléricalisme est une invention purement bourgeoise, imaginée à seule fin de détourner les travailleurs de la considération de leurs véritables ennemis. Toutefois il ne jugea pas opportun de servir ce passage au Comité général.

Tout le reste y fut. A la fin le jeune orateur éprouva le besoin de rattacher à la requête le discours électoral qu'il avait récité. Il y réussit en invectivant familièrement Jaurès, qui laissait complaisamment faire. C'est un genre et un ton que se sont donnés récemment les jeunes gens de l'Agglomération parisienne, adhérente au Parti Ouvrier Français, que de traiter Jaurès comme un petit garçon qui revient de l'école.

Allemane écœuré ne disait rien. Albert Richard songeait romantiquement aux moyens de réaliser l'union socialiste.

Après le citoyen François Desmarais, plusieurs délégués parlèrent sur *la lutte de classe*. Minuit était passé, la fatigue allait commencer quand le citoyen Édouard

Vaillant demanda la parole. On se tut, car il était, lui, le maître d'école, et tout le monde respectait sa sérieuse austérité d'instituteur patient impatienté. Il commença en plein, traita presque le sujet, et pendant plus d'une heure comme un robinet d'eau tiède inépuisable il parla balbutiant un peu et hâtif. Il affirma rapidement que nous devons donner tous nos efforts à *la lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste* et répéta soixante-sept fois cette expression au cours de son discours.

Vers une heure et demie du matin, heure où les honnêtes gens de nos provinces dorment déjà depuis cinq longues heures, on sentit comme un assoupissement général compliqué d'énervement, d'impatience et de capitulation. C'était l'heure où tous les soirs de Comité Jaurès, un peu fatigué d'avoir tant donné son âme et son corps à l'action révolutionnaire depuis plus de dix ans, particulièrement épuisé des deux formidables efforts des grèves de Carmaux et de l'affaire Dreyfus, enfin brisé à chaque séance de l'effort qu'il a donné à fond dans cette séance — enfin c'est l'heure où Jaurès, envahi de fatigue et inondé d'un renforcement de la tendresse habituelle qu'il a pour ses ennemis, — c'est donc l'heure où Jaurès commence à renoncer aux propositions qu'il a formulées lui-même au commencement de la séance. Au commencement de cette mémorable séance, qui seule nous intéresse, le citoyen Jaurès avait pensé à présenter à l'approbation du Comité général cette motion :

Considérant que déjà dans la barbarie bourgeoise le socialisme a charge de l'humanité ;

douzième et dernier cahier de la première série

Considérant que tous les Juifs sont des hommes en attendant que tous les Juifs soient des citoyens ;

le Comité général décide que nous devons nous opposer de toutes nos forces à la barbarie antisémitique et en tout cas sauver autant que nous les pourrons sauver tous les Juifs menacés dans leur personne civile, politique ou morale et dans leur famille.

Telle était la motion que le citoyen Jaurès devait d'abord présenter à l'approbation du Comité général. Mais pendant que Vaillant parlait, Jaurès eut l'impression que l'interruption de Ebers avait lézardé sa motion. Beaucoup de raisons d'ailleurs militaient, comme on dit, pour que Jaurès ne présentât pas la motion qu'il avait eu inconsidérément l'intention de présenter. La première de ces raisons était que Jaurès n'ignorait pas que sa motion serait mise en minorité, parce qu'elle venait de lui et que tout le bloc des guesdistes voterait *contre* avec le bloc des blanquistes et plusieurs morceaux des indépendants. Mieux valait donc éviter au Parti Socialiste naissant la honte et le déshonneur de repousser une simple motion d'humanité ; Jaurès fut heureux de penser qu'il était si facile de lui éviter ce déshonneur en ne lui présentant pas cette motion. Outre que l'humanité du Parti serait plus tard diminuée par cela seul que le Comité général aurait ainsi repoussé une simple motion d'humanité. Mieux valait donc ne pas lui donner l'occasion de la repousser. Sans compter que lui Jaurès n'ignorait pas non plus qu'il était diminué de jour en jour parce qu'il était successivement mis en minorité sur toutes les questions. Et il éprouvait le besoin de rester moins diminué, pensant qu'il y aurait

encore des jours où la Révolution Sociale aurait encore besoin de lui. La deuxième raison principale pour laquelle décidément il ne présenterait pas sa motion était que si l'on allait aux voix sur cette motion, le scrutin allait encore opposer les deux inévitables moitiés du parti. Dans combien de scrutins déjà, venus à la même heure des séances, les deux inévitables moitiés du Parti Socialiste, la moitié démagogique et la moitié démocratique, ne s'étaient-elles pas affrontées comme deux blocs. Pénibles précédents. Évidemment la meilleure manière de fomenter l'unité attendue était d'éviter la régularité de ces votes fâcheux. Mieux valait donc se rallier à quelque motion ennemie éventuellement capable de rallier l'unanimité des suffrages. On verrait plus tard à mieux guider le parti unifié. Mais il fallait réaliser d'abord l'unité du Parti.

Ces deux raisons, les divisions et les subdivisions de ces raisons encombraient l'esprit de Jaurès, confusément claires, mais d'autant plus redoutables dans la croissance de la fatigue. Justement le citoyen Vaillant manifestait l'intention de n'accabler pas ses adversaires, pourvu qu'ils se rendissent à discrétion. Tant de bonté fondit toute résistance. Vraiment Jaurès ne pouvait se montrer moins bon que le citoyen Vaillant. Le citoyen Vaillant inépuisable expliquait rapidement que le Parti n'avait à s'occuper que des gens qui étaient du Parti, et que tout le reste est contraire à la lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste.

Or il faut que je te dise qu'il y a deux Juifs qui font partie du Comité général et que tous les deux assistaient à la séance. L'un est un brave garçon, nullement

antisémite, qui ne veut rien savoir. Il se nomme Jacob Isaac. Il a un certain talent littéraire. Un peu avant le commencement de l'affaire Dreyfus il avait donné aux imprimeurs la copie d'un volume, le bien connu premier volume de vers. Il avait préféré signer d'un pseudonyme, et les imprimeurs avaient déjà composé le nom qu'il avait choisi : *Jacques Delespinière,* — sans doute en souvenir de Spinosa qu'il aimait beaucoup — pour le titre et pour la première page de la couverture. Survint l'affaire Dreyfus, à peu près dans le même temps qu'il recevait les épreuves de la mise en pages. On commençait à crier dans les rues *Mort aux Juifs.* Le jeune Isaac n'hésita pas. Sans demander conseil à personne il rétablit sur son livre, au lieu du pseudonyme, son nom d'homme et de citoyen : Jacob Isaac, en assez grosses lettres. Il y ajouta même son prénom de Simon, qu'il négligeait dans l'usage habituel.

Fort différent du jeune Isaac, le second Juif du Comité général était antisémite, comme le sont devenus les trois quarts de la haute bourgeoisie juive, la moitié de la bourgeoisie moyenne, et le tiers de la petite bourgeoisie. Au commencement de l'affaire Dreyfus il s'était précipité dans les rangs du Parti Ouvrier Français. Un instinct profond lui avait enseigné de bonne heure que les persécutés doivent se concilier leurs ennemis, puisqu'ils n'ont rien à redouter de leurs amis. Sans tarder un seul instant, il se mit en devoir de se donner un pseudonyme, alléguant que tel était l'usage au Parti Ouvrier Français. Il choisit innocemment le nom de Roger Dumanoir. Il vaut toujours mieux avoir un nom bien français. Et même il est toujours bon d'avoir un nom qui commence par un *du* ou par un *des.* Sachons

prévoir les malheurs de si loin. Par le malheur des temps il peut toujours advenir que l'on soit forcé de couper sa signature en deux et de s'intituler Roger du Manoir. Le citoyen Dumanoir avait fini par oublier totalement son nom véritable et ses camarades l'avaient oublié avec lui.

Le citoyen Vaillant s'arrêta comme il avait commencé, en plein, et sans aucune raison. Il eut seulement soin que la dernière phrase finît sur *la lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste.* Aussitôt qu'il eut fini le citoyen Jacob Isaac dit froidement :

— Je m'en tiens à la conclusion indiquée par le discours du citoyen Jaurès.

Le citoyen Jaurès fut désolé que quelqu'un s'en fût tenu au discours qu'il avait prononcé lui-même au commencement de la séance. Heureusement que le citoyen Roger Dumanoir vint à son aide. Le citoyen Roger Dumanoir s'éleva vivement et un peu vulgairement contre la manie que l'on avait à présent de vouloir toujours sauver tout le monde et son père. Ici Nivet sourit doucement, parce qu'il paraît que c'était une méchanceté très spirituelle et d'un usage fréquent contre le citoyen Jacob Isaac, dont le père est connu pour n'avoir pas précisément des opinions socialistes. Même qu'il vient de déshériter son fils avec un certain éclat.

Jaurès respirait, quand survint l'accident inattendu. Le citoyen Charles Longuet, qui depuis deux heures bougonnait et ronchonnait dans son coin, le vieux Longuet demanda la parole. Heureux les citoyens que leurs concitoyens nomment amicalement le vieux

Longuet, le vieux Fabérot (1). Heureux les vieux que les jeunes appellent familièrement le père Fabérot et le père Longuet. On avait commencé à dire aussi le père Vaillant, quand il s'est brusquement arrangé pour qu'on ne le dît plus.

Depuis au moins deux heures le vieux Longuet ne tenait plus en place. Il grommelait tout haut et se disputait avec ses voisins. C'est un homme qui n'aime pas beaucoup les escamotages. Et il se débattait contre un escamotage qu'il sentait venir. Il avait une indignation comparable à celle que nous lui avons connue à la fin du Congrès national, avant-dernière séance, quand il vit bien que l'on s'arrangerait d'un commun accord pour ne pas revenir sur l'affaire Dreyfus. Comme quelqu'un qui veut en finir, le vieux Longuet demanda la parole :

— Je dépose la motion suivante, vous savez bien pourquoi :

Il avait oublié de rédiger sa motion sur un morceau de papier. Il fut forcé de l'improviser en parlant. Aussi fut-elle plus violente et plus incohérente qu'il ne voulait :

Considérant que tous les citoyens qui ne marchent pas délibérément contre l'antisémitisme font le jeu de la réaction;

le Comité Général décide que nous devons marcher résolument contre l'antisémitisme.

---

(1) Je laisse dans cette réponse la phrase comme elle était faite au commencement des vacances. Nous aurons l'occasion de dire combien la concurrence électorale d'Allemane et de Fabérot nous semble révéler une inquiétante mentalité.

Ce fut une stupeur. Cette motion n'était pas de celles qui sont prévues et faites exprès pour les scrutins. Comment pourrait-on voter là-dessus? Cette motion innocente avait des substructions redoutables. On ne pouvait pas voter *contre :* on aurait ainsi donné à supposer qu'il y avait dans le Comité général des gens qui n'étaient pas décidés à marcher résolument contre l'antisémitisme et la réaction. Mais on ne pouvait pas voter *pour,* parce qu'on aurait eu l'air d'emboîter le pas au citoyen Longuet et parce que cette formule : *tous les citoyens qui ne marchent pas délibérément contre l'antisémitisme* s'appliquait visiblement aux signataires de l'ancien fameux manifeste. On ne pouvait pas voter blanc. Tout le monde était fort embarrassé de soi, quand le citoyen Viviani, fort au courant des mœurs parlementaires, demanda la parole. Avant qu'il eût commencé, tout le monde fut soulagé.

Le citoyen Viviani parla posément sans mécontenter personne : Avant de nous prononcer, disait-il, sur la motion de l'honorable citoyen Longuet, l'usage demande que nous attendions pour voir s'il ne se produira pas quelque proposition extrême. Le règlement des assemblées délibérantes porte que l'on met d'abord aux voix les propositions les plus éloignées, les amendements les plus éloignés du texte proposé par la commission. Nous pouvons envoyer à la commission de contrôle, — car il s'agit au fond d'un contrôle à exercer sur les antisémites, — ou à telle commission qu'il vous plaira la motion de l'honorable citoyen Longuet. Ou plutôt il nous est permis de présumer que nous pouvons considérer la motion de l'honorable citoyen Longuet comme étant moins distinctive, moins éloignée du texte qui

nous serait apporté par la commission, si elle était consultée, que telle motion qui nous serait présentée.

La motion Dumanoir ne se fit pas attendre, car on l'avait rédigée à plusieurs pendant que Viviani commençait à parler.

— Je demande la parole, dit ce jeune citoyen au milieu d'un brouhaha favorable.

— J'ai l'honneur de soumettre au Comité général cette motion pour laquelle je demande la priorité.

— Vous l'avez de droit, dit un peu inconsidérément Viviani.

Dès lors l'exécution fut rapide.

— Je l'ai de droit, comme le fait si bien remarquer le citoyen Viviani, dit en souriant le citoyen Dumanoir, puisque cette motion est pour ainsi dire extérieure à la proposition de l'honorable citoyen Longuet. — Il était intelligent, avait une faculté prodigieuse d'assimilation, aimait à parler bien, s'écoutait parler bien, et les guesdistes l'écoutaient complaisamment, heureux d'avoir un intellectuel pour embêter les intellectuels.

Considérant que le premier devoir du Parti Socialiste unitairement constitué est d'assurer la victoire du Prolétariat dans la lutte que la classe ouvrière soutient contre la classe capitaliste;

Regrettant que l'on ose proposer au Prolétariat des devoirs de luxe quand le peuple suffit à peine au commencement d'exécution de ses devoirs nécessaires;

Constatant que les devoirs modestes et nécessaires doivent passer avant les devoirs de luxe, — et d'orgueil;

Ce dernier mot fut placé avec un art scénique irréprochable.

Considérant enfin que le Comité général est institué non pour séduire le Prolétariat mais pour l'éclairer sur ses véritables intérêts ;

Le Comité général

décide qu'il sera donné aide et protection à tout Juif qui sera du Parti ;

c'est-à-dire qui, — c'est-à-dire qui —

Mais il s'arrêta, pensant, non sans raison, qu'il en avait assez lu pour commencer.

En vain le citoyen Longuet, par un dernier effort, demanda-t-il qu'on votât par division sur chacun des considérants et sur le dispositif. On lui refusa bruyamment la division. Il oublia qu'elle était le droit. L'ensemble fut voté à mains levées. Le seul citoyen Longuet leva la main à la contre-épreuve.

— N'oublions pas, dit le citoyen Desmarais, que nous devons donner à la décision un sens restrictif, c'est-à-dire limitatif.

Le citoyen Dumanoir avait déjà rédigé la phrase. Il reprit pour s'appuyer :

Décide qu'il sera donné aide et protection à tout Juif qui sera du Parti ;

Une rumeur favorable courut.

Mais que le Parti sera forcé de négliger les Juifs qui ne sont pas du Parti.

Une seconde rumeur favorable courut. La phrase fut votée. On se hâtait.

douzième et dernier cahier de la première série

— N'oublions pas, dit le citoyen Desmarais, que nous devons bien expliquer qui est du Parti, pour qu'il n'y en ait pas qui s'y glissent.

— Nous n'avons, répondit le citoyen Dumanoir, qu'à nous en tenir à la formule qui nous a si bien réussi aux récentes élections municipales, après avoir servi de base à la convocation du congrès de Paris. A cette fin nous n'avons qu'à insérer, après la phrase :

décide qu'il sera donné aide et protection à tout Juif qui sera du Parti ;

cette explication :

c'est-à-dire qui fera une adhésion explicite au programme commun à toutes les fractions du Parti Socialiste :

Entente et action internationales des travailleurs ; organisation politique et économique du prolétariat pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste.

— Je propose, dit le citoyen Nivet, que le Comité général remplace les mots *fera une adhésion explicite* par les mots *aura fait une adhésion explicite.* Il ne s'agit pas que les Juifs ne donnent leur adhésion qu'au moment même où ils seront en danger.

— Il me semble que cette observation est fort judicieuse, dit le citoyen Dumanoir.

— Adopté.

— Mais comment saurons-nous, dit le citoyen Isambert, comment saurons-nous que tel ou tel Juif aura fait ou n'aura pas fait l'adhésion explicite ? Et comment distinguerons-nous l'explicite et l'implicite ?

— Il me paraît indispensable que chaque Juif signe une attestation ainsi conçue :

Je, soussigné,... Jules Simon Weill,... né à Paris le 9 janvier 1867,... demeurant audit Paris,... 191, rue du Temple, déclare que je fais une adhésion explicite au programme commun à toutes les fractions du Parti Socialiste français :

Entente et action internationales des travailleurs; organisation politique —

ici le citoyen Dumanoir eut l'élégance, la suprême élégance de réciter à haute et intelligible voix sans consulter son texte, comme l'écolier qui sait admirablement sa leçon :

et économique du prolétariat pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste.

En foi de quoi j'ai signé le présent procès-verbal.

Jules Simon Weill

— Je demande, répéta le citoyen Nivet, je demande que l'on mette la date sur ces attestations et qu'il soit bien entendu qu'elles ne seront valables que six mois après que le bénéficiaire les aura signées. Il y aurait trop d'attestations soudaines.

douzième et dernier cahier de la première série

— Parfaitement, répondit le citoyen Dumanoir. *Fait à Paris, le 35 juillet 1900, valable à partir du 35 janvier 1901.* C'est facile et nous éviterons les surprises.

La délibération commune était devenue un dialogue accommodant de plusieurs citoyens.

— Il ne me semble pas, recommença le citoyen Desmarais, que cette attestation puisse avoir quelque valeur si elle n'est pas contresignée par quelqu'un qui nous présente quelque garantie.

— Parfaitement, répondit le citoyen Dumanoir. Nous aurons ou plutôt nous exigerons que deux signatures, que les signatures de deux socialistes notoires et notables nous garantissent la signature du bénéficiaire.

— Il ne me semble pas, recommença le citoyen Desmarais, que cette attestation puisse avoir la valeur que nous lui accordons si elle n'est pas officielle.

— Parfaitement, répondit le citoyen Dumanoir, parfaitement. Nous exigerons que cette attestation porte la signature d'un membre du Comité général.

— Si cette attestation nous est garantie par la signature d'un membre du Comité général, nous avons le droit et le devoir d'exiger qu'elle soit plus explicite et que l'autorité de ce Comité général y soit formellement reconnue.

— Parfaitement. Après les mots : *collectiviste ou communiste*, nous ajoutons cette phrase : *Autorité souveraine incontestée du Comité général institué par les Congrès, avec pouvoir d'appel au prochain Congrès tous les ans pendant plusieurs jours.*

— Il me semble, dit Desmarais, que nous pouvons supprimer cet appel. Jamais les congrès nationaux n'au-

ront le temps d'examiner les cas individuels. C'est à peine s'ils peuvent effleurer les questions générales.

Isambert intervint :

— Nous sommes l'émanation du Congrès. Nous n'avons pas à diminuer son autorité souveraine. S'il n'a pas le temps de juger les cas individuels, ce sera de sa faute. Nous devons accepter qu'on les lui soumette en deuxième instance. Et puis, s'il n'a pas le temps, il nous commandera de prononcer en cassation sur les demandes que nous aurons examinées en premier.

— Le Congrès règne trois jours et nous régnons douze mois, dit étourdiment le citoyen Lafargue.

— Alors, dit Desmarais, je demande que l'appel soit suspensif, c'est-à-dire que pendant tout le temps de l'instance le Juif bénéficiaire n'ait pas le bout de papier.

— Parfaitement, répondit Dumanoir.

Isambert intervint :

— Il serait préférable que cette attestation fût scellée d'un sceau officiel. Mais nous n'avons aucun sceau officiel.

— C'est vrai, dirent les assistants, effarés à la pensée soudaine qu'ils n'avaient aucun sceau officiel.

— Parfaitement, dit Dumanoir. Nous mettons à l'ordre du jour de la prochaine séance la fabrication et le choix d'un sceau officiel.

— Mais comment pourrons-nous éviter les attestations fausses, dit le citoyen Bracqueur. Ce dernier avait une peur épouvantable des faux depuis qu'il avait éprouvé que tous les faux de l'État Major n'avait servi qu'à étayer *les Preuves* de Jaurès.

— Un des meilleurs moyens d'éviter les faux, dit Du-

manoir, est encore d'imaginer un sceau d'une imitation difficile, un cachet d'une empreinte compliquée, un symbole inextricable, un papier d'une pâte inconnue, d'un grain nouveau, d'un aspect mystérieux, et nous ferons filigraner dans ce papier le sceau du Comité général du Parti socialiste francais. Nous exigerons que les attestations soient données sur ce papier. — Pas d'opposition ? C'est entendu.

On partait.

— Attendez, dit le citoyen Dumanoir. Il ne suffit pas d'avoir décidé. Il faut nommer. Comment nommerons-nous dans nos procès-verbaux les citoyens qui auront obtenu l'attestation ?

— Nous les avons nommés les citoyens bénéficiaires, dit froidement le citoyen Jacob Isaac.

— Bien. Les deux citoyens qui nous garantiront la signature du citoyen bénéficiaire ?

— Les citoyens témoins ?

— Les citoyens témoins, bien. Le citoyen membre du Comité général...

— Nous pouvons encore les nommer les citoyens parrains, dit froidement le citoyen Jacob Isaac.

Il faut que je te dise que le citoyen Jacob Isaac avait conçu l'ingénieux dessein d'emmener, comme on dit, le citoyen Dumanoir. Et le citoyen Dumanoir, enivré de réussite, écoutant sa propre parole, hâté de la hâte environnante, marchait infatigable.

— Les citoyens parrains, bien. Le citoyen membre du Comité général...

— Quand il y aura une citoyenne, recommença froidement le citoyen Jacob Isaac, nous aurons le citoyen parrain et la citoyenne marraine.

— La citoyenne marraine. Entendu. Le citoyen membre du Comité général...

Isambert intervint :

— Il vaut mieux que ce soit toujours le même membre du Comité général qui soit préposé à la signature des attestations.

— Bien entendu. Comment nommerons-nous le citoyen membre du Comité général qui sera préposé à la signature des attestations.

— Nous le nommons évidemment le citoyen garde des sceaux, dit Jacob Isaac.

— Le citoyen garde des sceaux, bien. Comment nommons-nous l'acte lui-même, la pièce elle-même ? Enfin le bout de papier, le billet ?

Isaac laissa dire.

— *Attestations de profession de foi,* proposa Bracqueur, dont la langue s'embarrassait un peu.

— Non, dit rapidement Dumanoir. Il y a trop de mots en *tion* là-dedans. Et le mot de *foi* est un mot catholique, un mot clérical. Nous ne pouvons pas. Il faut aussi remplacer *attestation,* qui est lourd.

— *Attestation de profession de foi socialiste*, hasarda le citoyen Bracqueur.

— Cela ne fait que souligner la relation cléricale. Nous avons besoin d'un seul mot qui remplace *profession de foi.*

— *Confession,* dit posément le citoyen Jacob Isaac. Nous nommons l'acte un *billet de confession.*

Dumanoir soudain pâlit de colère. Il venait de s'apercevoir que tous les mots adoptés à l'instigation de Jacob Isaac, *bénéficiaires, témoins, parrain, marraine, garde des sceaux* étaient des mots éminement bour-

geois et cléricaux. Profondément humilié d'avoir marché, il dit vivement, balbutiant un peu :

— Nous renvoyons à une séance ultérieure le choix définitif de tous ces vocables.

On partait. Le citoyen Grados, qui ne suivait plus la discussion, entendit qu'un de nos camarades du Parti Ouvrier Français avait parlé de renvoyer à une séance ultérieure. Machinalement il déclarait que la séance était levée, quand le citoyen Loyal, ancien huissier, qui se reposait au Comité d'avoir expulsé beaucoup de locataires, sans compter plusieurs propriétaires, dont un certain M. Orgon, demanda la permission de dire quelques mots. Le citoyen président y consentit.

Au moment que le citoyen Loyal commençait à parler, plusieurs assistants, moins fatigués que leurs voisins, s'aperçurent que le citoyen Isaac leur avait joué un mauvais tour. Ils en furent très profondément vexés. Ils furent aussi très profondément vexés, et sincèrement surpris, de ce que, pour désigner une action bourgeoise et cléricale, on avait été naturellement conduit à des expressions cléricales et bourgeoises.

Le citoyen Loyal aimait les affaires bien faites. Puisque nous passons un contrat avec les Juifs, dit-il, nous devons envisager certaines éventualités. Les dispositions que vous avez arrêtées me semblent sages, mais incomplètes. Vous avez négligé de fixer la durée de la validité de ce billet. Vous penserez avec moi qu'un an suffira, c'est-à-dire que les bénéficiaires auront à le renouveler tous les ans. Vous avez négligé de régler la question des *duplicata*. Vous penserez avec moi que nous ne pouvons accorder la double expédition. Ce serait encourager les fraudes. Surtout que tous

les Juifs ont le même nom. Tant pis pour ceux qui auront perdu le billet : vous demeurez, par exemple, à Castelréactionnaire. Un Juif se présente à vous et vous demande aide et protection. — Avez-vous le billet? — Oui. — Montrez-le moi. — Je l'ai perdu au buffet de Mauléon dans mon dernier voyage à Bayonne. Ou bien : Je l'ai perdu à l'hôtel de Notre-Dame du Bon-Secours dans mon dernier voyage à Perpignan. — C'est fort bien. Je ne vous connais pas. Mais faites une demande en règle et dans six mois vous repasserez. Enfin vous avez négligé de prévoir le cas de force majeure : Un Juif est poursuivi à Versailles par une foule furieuse. Il est inadmissible qu'un brave citoyen, qu'un honorable militant, précieux au Parti, et dont la perte serait irréparable, risque de se faire casser les reins pour subvenir à ce Juif. Ainsi vous penserez avec moi que dans la motion que nous avons votée, après la phrase :

Autorité souveraine incontestée du Comité général institué par les Congrès, avec pouvoir d'appel au prochain Congrès tous les ans pendant plusieurs jours;

nous devons ajouter :

sous réserve que l'intervention exercée en faveur du bénéficiaire sera conforme aux intérêts du Parti socialiste.

— Je vous laisse, messieurs, je vous laisse. Mais vous avez négligé de considérer que la fabrication de ces billets nous reviendrait un bon prix et que nous avons des finances très obérées. Le citoyen trésorier ne me

démentira pas. La souscription que nous avons ouverte en faveur de l'organisation du Congrès international ne marche pas. Le peuple est capricieux. Les ouvriers, qui ont donné plus de deux cent mille francs de leur pain aux mineurs et aux verriers de Carmaux, ne nous donnent rien pour nos cérémonies indispensables. Nous n'aurons pas un billet de cinq cents francs. Nous avons besoin d'argent. Nous ne pouvons pas donner à ces Juifs ce qui nous aura coûté à fabriquer.

Il faut que je te dise ici que ce M. Loyal, connu comme antisémite, avait reçu et recevait quelque argent des grands Juifs, ce qui l'encourageait à leur en demander davantage.

— Nous ne pouvons pas donner à ces Juifs ce qui nous aura coûté à fabriquer. Nous sommes des commerçants comme eux. Ils doivent nous payer au moins le prix de revient, où je compte les frais généraux. Ils doivent enfin nous payer l'efficacité de la protection que nous leur accordons. Messieurs, continua-t-il, entraîné par une vieille habitude, messieurs, il faut une feuille de soixante centimes.

Ainsi fut institué le papier timbré socialiste.

Le Gérant : Charles Péguy

Ce cahier a été composé par des ouvriers syndiqués

Imprimerie de Suresnes (G. Richard, administrateur), 9, rue du Pont.— 3061

en nous donnant les noms et adresses des personnes à qui nous servirions utilement des abonnements éventuels ou des abonnements gratuits;

en nous envoyant des documents et renseignements.

Nous prions ceux de nos abonnés qui nous envoient des noms et adresses de vouloir bien prévenir eux-mêmes les personnes à qui, sur leur indication, nous envoyons les cahiers. Rien ne vaut la propagande et la présentation personnelle.

Nous prions ceux de nos abonnés qui nous envoient des documents et des renseignements de vouloir bien écrire très lisiblement et d'un seul côté de la page. Quand leurs études sont d'ensemble et un peu longues, ils peuvent les rédiger. Mais toutes les fois qu'ils nous envoient des renseignements pour ainsi dire instantanés, mieux vaut nous écrire privément et laisser au citoyen rédacteur le soin d'exercer son métier.

La rédaction et l'administration des cahiers sont transférés 16, rue de la Sorbonne, au second.

M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, recevra pour l'administration tous les jours de la semaine, le dimanche excepté, — le matin de dix à onze heures.

M. Charles Péguy, gérant des cahiers, recevra pour la rédaction

le jeudi soir de deux heures à sept heures et de huit heures à dix heures,

le vendredi matin de huit heures à onze heures.

Adresser à M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, 16, rue de la Sorbonne, Paris, la correspondance d'administration : abonnements et réabonnements, rectifications et changements d'adresse, cahiers manquants, mandats, indication de nouveaux abonnés.

Adresser à M. Charles Péguy, gérant des cahiers, 16, rue de la Sorbonne, Paris, la correspondance de

rédaction et d'institution. Toute correspondance d'administration adressée à M. Péguy pourrait entraîner pour la réponse un retard considérable.

Nous prions instamment ceux de nos abonnés qui demeurent à Paris de vouloir bien venir nous voir, quand ils ont affaire à nous. La correspondance écrite est beaucoup plus onéreuse, moins commode et moins exacte que l'entretien le plus bref.

Nos collections de la première série sont à peu près épuisées. Il ne nous en reste guère que dix ou douze exemplaires complets. Nous les vendons au prix d'un abonnement. Nous prions ceux de nos anciens abonnés qui n'ont pas tous les cahiers de la première série de vouloir bien nous demander sans aucun retard les cahiers qui leur manquent.

Nos anciens abonnés n'ont pas oublié que « la lumière » de Jérôme et Jean Tharaud fut publiée dans les septième, huitième et neuvième cahiers de la première série. Nous en avons fait pendant les vacances un très beau tirage à part en un volume. Ce tirage à part n'est pas mis dans le commerce. Nous le tenons à la disposition de nos abonnés pour un franc.

Nous tenons gratuitement à la disposition de nos abonnés la « Jeanne d'Arc » de Marcel et Pierre Baudouin. Ajouter un franc pour les frais d'envoi. Nous devons faire cet envoi à plusieurs de nos anciens abonnés. Nous le ferons aussitôt que notre nouvelle administration aura installé nos nouveaux envois.

Nous prions nos souscripteurs et nos abonnés de vouloir bien nous envoyer des mandats de poste plutôt que des bons : le mandat est une pièce d'administration plus complète.

Nous avons donné le bon à tirer après correction de ce douzième cahier le vendredi 16 novembre.

AP
20
C15
sér.1
no 12

Cahiers de la quinzaine

CIRCULATE AS MONOGRAPH

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY